



Banque Nationale Agricole

RAPPORT ANNUEL
2007

Présentation Générale de la Banque Nationale Agricole

Dénomination :	BANQUE NATIONALE AGRICOLE.
Forme juridique :	Société anonyme à Conseil d'Administration et Direction Générale.
Nationalité :	Tunisienne.
Siège social :	Rue Hedi Nouria 1001 Tunis.
Téléphone :	(00 216) 71 831 000 / (00 216) 71 831 200.
Télex :	NABATTU 14 130 / BANATU 15 436 / DIRBNA 13 220.
Swift :	BNTETNTT.
Site Web :	www.bna.com.tn
Date de constitution :	1er Juin 1959.
Durée :	99 ans.
Registre du commerce :	B142431996 TUNIS.
Matricule fiscal :	000 123 LAM 000.
Capital social :	100.000.000 Dinars.
Exercice social :	du 1er Janvier au 31 Décembre de chaque année.
Objet social :	Activités bancaires.
Régime fiscal :	Droit commun.

Sommaire

• Conseil d'administration.....	6
• Structure du capital et droits de vote.....	7
• Conditions d'accès aux assemblées.....	7
• La banque et son environnement.....	9
o Conjoncture internationale.....	10
o Conjoncture nationale.....	10
• Activité de la Banque Nationale Agricole.....	13
• Les Ressources.....	14
• Les emplois.....	16
• Position sur le marché monétaire et liquidité.....	18
• Opérations bancaires avec l'étranger.....	18
• Formation du résultat.....	19
• Politique commerciale et de communication.....	21
• Organisation et informatique.....	21
• Ressources humaines.....	22
• Evolution du titre BNA en bourse.....	23
• Activité prévisionnelle.....	24
• Etats financiers individuels.....	25
o Note aux Etats financiers individuels.....	31
• Rapport général des commissaires aux comptes.....	47
• Rapport spécial des commissaires aux comptes.....	51
• Resolutions de l'assemblée générale ordinaire.....	55
• Activité du groupe BNA.....	59
o Périmètre de consolidation.....	61
• Etats financiers consolidés.....	69
o Note aux Etats financiers consolidés.....	75
• Rapport des commissaires aux comptes sur les Etats Financiers.....	93

Conseil d'Administration

Président : **M. Moncef Dakhli**

Membres :

- **Ministère des Finances**
représenté par M. Maher Zouari
et par M. Ismail Hmadi.
- **Ministère du Développement et de la Coopération Internationale**
représenté par M. Lotfi Fradi.
- **Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydriques**
représenté par M. Ali Aydi.
- **Office des Céréales**
représenté par M. Mohamed Fadhel Zrelly,
- **Caisse Nationale de la Sécurité Sociale**
représentée par M. Khalil Belhaouen.
- **Office du Commerce de la Tunisie**
représenté par M. Slaheddine Makhoulouf.
- **Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles**
représentée par M Mansour Nasri.
- **M. Sahbi Mahjoub.**
- **M. Ali El Hlioui.**
- **M. Mustapha Lahmar.**

Contrôleur d'Etat :

M. Mahmoud Montassar Mansour

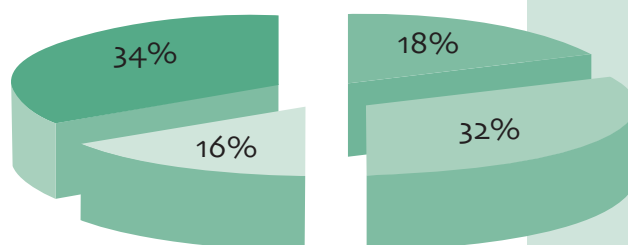
Commissaires aux Comptes :

- « **La Générale d'Audit et Conseil** »
représenté par M. Chiheb Ghanmi.
- « **Commissariat, Management, Conseil** »
représenté par M. Cherif Ben Zina.

Structure du capital et droits de vote

Au 31.12.2007, le capital social et les droits de vote sont répartis comme suit :

	Nombre d'actions	Montant en TND	%
Etat	3.622.724	18.113.620	18,11
Entreprises publiques	6.390.824	31.954.120	31,95
Entreprises para-publics	3.151.518	15.757.590	15,76
Autres actionnaires	6.834.934	34.174.670	34,18
Total	20.000.000	100.000.000	100,00



■ Etat Tunisien ■ Entrep. Publiques ■ Entrep. Parapubliques ■ Autres Actionnaires

Conditions d'accès aux assemblées

Conformément à l'article 40 des statuts, seuls les actionnaires propriétaires d'au moins dix actions libérées sont habilités à assister à l'assemblée sur simple justification de leur identité.

Les propriétaires de moins de dix actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux au moyen d'un pouvoir, dûment signé, à remettre au mandataire désigné ou à déposer au siège de la Banque cinq jours au moins avant la réunion.

R a p p o r t
A n n u e l

2007

LA BANQUE ET SON ENVIRONNEMENT

L'environnement économique au cours de l'année 2007

A) CONJONCTURE INTERNATIONALE

Sur le plan International, la conjoncture a été marquée par la conjugaison de plusieurs facteurs qui ont contribué à un ralentissement de la croissance économique, observé à partir du dernier trimestre 2007, dans les principaux pays industrialisés, surtout les Etats-Unis. Ce ralentissement, est imputable à :

- La poursuite de la hausse des cours des produits de base, surtout le pétrole brut dont la flambée sans précédent des cours des prix a atteint le niveau record de 100 dollars le baril, en novembre 2007.
- La forte dépréciation du dollar surtout face à l'euro.
- L'accélération de l'inflation au cours des derniers mois de l'année 2007
- La persistance des tensions géopolitiques.

Toutefois, et en dépit de ce contexte défavorable, l'économie mondiale, a bien résisté. Le niveau de croissance enregistré a atteint 4,9% contre 5% en 2006, suite à l'amélioration de l'expansion des pays émergents et ceux en développement par rapport aux pays industrialisés.

Aux Etats-Unis, l'activité a été affectée, principalement, par la

crise des crédits immobiliers et la forte hausse des produits de base dont ceux du pétrole. De ce fait, le PIB n'a progressé que de 2,2%, en termes réels, contre 2,9% en 2006.

Dans la Zone Euro, le rythme de l'expansion économique est revenu à 2,7% contre 2,8% l'année écoulée. Le ralentissement de la croissance a touché la majorité des pays de la zone, particulièrement l'Allemagne (2,6% en termes réels contre 2,9% une année auparavant), en raison surtout du ralentissement de la consommation des ménages, suite au relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée à partir de janvier 2007.

Au Japon, la faiblesse de la demande intérieure, notamment la consommation privée, conjuguée à l'appréciation du yen vis-à-vis du dollar américain, ont pesé sur le rythme de la croissance économique qui s'est située à 2,1% en 2007 contre 2,4% une année auparavant.

Pour ce qui est des pays en développement et ceux émergents, une croissance légèrement supérieure a été constatée en 2007, avec un taux de 7,8% contre 7,7% en 2006. Pour l'Afrique et le Moyen Orient, la croissance, a connu une expansion de 6% contre 5,8% pour chaque région l'an passé, grâce à l'effet positif de la hausse des prix des produits de base. Elle est demeurée vigoureuse pour les pays en développement d'Asie. Pour l'Amérique latine, elle s'est maintenue au niveau de 5,4%.

Sur le plan de l'emploi, une amélioration de la situation sur les marchés du travail a été constatée en 2007 dans la majorité des pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage, s'est stabilisé au niveau de 4,6%. Dans la zone Euro et au Japon, il est revenu de 7,7% à 7,4% et de 4,1% à 3,9%.

Le niveau de l'inflation pour l'année 2007, a été moins élevé qu'en 2006, en dépit de la hausse des prix des matières de base et plus particulièrement du pétrole, ayant suscité certaines tensions inflationnistes à travers le monde. En effet, le taux d'inflation s'est limité à 2,8% contre 3,2% en 2006 aux Etats - unis et à 2,1% contre 3,2% dans la zone euro.

Pour ce qui est des marchés des changes internationaux, l'année 2007, a été marquée par la forte hausse de l'euro vis-à-vis du dollar, atteignant des niveaux records.

Parallèlement, les principaux indices boursiers, ont clôturé l'année 2007 en hausse par rapport à leurs niveaux à la fin de 2006, grâce notamment, à d'importantes opérations de fusion - acquisition d'entreprises et à la réduction des taux d'intérêt aux Etats - unis.

B) CONJONCTURE NATIONALE

Sur le plan national, l'activité économique a connu dans l'ensemble une évolution positive et satisfaisante durant l'année 2007 et ce, en dépit, du ralentissement de la croissance économique mondiale.

En effet, et en plus d'une saison agricole qui s'est annoncée sous les meilleurs auspices, l'activité a été notamment marquée par une reprise importante de la production du secteur industriel, une consolidation du rythme de l'activité exportatrice et des services essentiellement dans les secteurs touristiques et du transport aérien, une maîtrise du taux d'inflation, malgré la hausse des cours mondiaux des produits de base, engendrant certaines pressions durant les derniers mois de l'année.

C'est ainsi, que le taux de croissance du PIB aux prix constants, s'est élevé à 6,3% en 2007 contre 5,5% en 2006.

Egalement, le revenu par habitant, s'est élevé à 4.377 D en 2007 contre 4.120 D en 2006, enregistrant ainsi une hausse de 6,2%.

Pour ce qui est de l'agriculture et de la pêche, la récolte des céréales de la campagne (2006 - 2007) a totalisé 20 millions de quintaux, contre 16,1 millions de quintaux au cours de la campagne écoulée, soit un taux d'accroissement de 24,2%

Les quantités importées ont atteint 3,2 millions de tonnes pour une valeur de 1.194 MD, soit un accroissement respectif de 19% et 99,3% en quantité et en valeur, attribuable principalement à l'augmentation des prix au niveau international, contre 2,7 millions de tonnes pour une valeur de 599 MD en 2006. En effet, la hausse des prix des céréales, s'est traduite par un impact négatif de 468 MD, représentant 9,3 % du

déficit de la balance commerciale.

En ce qui concerne l'arboriculture, la production de l'huile d'olives a atteint au titre de la campagne (2006-2007), 180 mille tonnes contre 210 mille tonnes, réalisées durant la campagne (2005-2006), d'où une baisse de 14,3%. Les exportations d'huile d'olives pour ladite campagne ont accusé une baisse de 7,2%, pour revenir à 155 mille tonnes contre 167 mille tonnes la saison précédente.

Pour sa part, la production des dattes a atteint pour ladite campagne, un niveau record de 131 mille tonnes contre 113 mille tonnes, la saison écoulée. Parallèlement, les exportations ont suivi le même rythme d'évolution et se sont établies à 59 mille tonnes contre 42,8 mille tonnes durant la campagne 2005 - 2006, enregistrant ainsi une hausse de 37,9%.

Concernant les agrumes, la production a accusé une régression de 5,7% au titre de la campagne (2006 -2007) pour revenir à 247 mille tonnes contre 262 mille tonnes durant la campagne (2005 - 2006). Les exportations se sont établies à 16,3 mille tonnes contre 19,3 mille tonnes, durant la campagne (2005 - 2006).

Dans le secteur de l'élevage, la production du lait frais a augmenté de 3,6% pour s'établir à 1006 millions de litres, contre 971 millions de litres une année auparavant.

En rapport avec l'accroissement de la production, les quantités collectées ont progressé de 3,6% pour atteindre 580 millions de litres contre 560 millions de litres un an plus tôt.

Dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, une régression de la production de 5,2% a été constatée en 2007 contre une hausse de 2% en 2006, pour revenir à 105,1 mille tonnes contre 110,9 mille tonnes l'année écoulée. Cette baisse, a touché les principaux modes de pêche, notamment la pêche au chalut (-9,8%).

En outre, il est à noter que le déficit de la balance alimentaire, a atteint 427 MD en 2007 contre un excédent de 277 MD une année auparavant, suite à la nette accélération du rythme des importations (54,5%) et à la quasi - stagnation des exportations (1%), notamment avec le doublement de la valeur des achats des céréales et le repli des ventes d'huile (-16,6%), ce qui s'est traduit par une détérioration du taux de couverture des importations de produits alimentaires par les exportations (79,1% contre 121% une année auparavant).

Pour le secteur industriel, l'indice général de production, s'est accru de 9,4% contre 2,8% durant la même période de l'année écoulée. Cette évolution est imputable à l'affermissement de la production dans les industries manufacturières (8,2% contre 4,3% en 2006) et à la reprise de la production du secteur de l'énergie (16,1% contre -1,2% en 2006), tandis que la production

s'est ralentie dans les industries agro-alimentaires (1,2% contre 4,9% en 2006).

Cette tendance, a été également confirmée par l'accroissement des importations du secteur industriel. En effet, le rythme des achats des matières premières et demi - produits, s'est accéléré au cours de l'année 2007 pour atteindre 27,3% contre 15,7% l'année écoulée.

S'agissant du secteur touristique, l'activité a évolué en 2007 d'une manière positive, en dépit, du ralentissement de ses principaux indicateurs. Les entrées des touristes étrangers se sont accrues de 3,2% contre 2,7% une année auparavant pour s'établir à 6,8 millions et les nuitées touristiques globales ont progressé presque au même rythme de l'année 2006 (1,4% contre 1,5%) pour dépasser les 37 millions d'unités.

Les recettes en devises du secteur touristique, ont progressé de 8,9% en 2007 contre 8,2% en 2006, pour s'établir à 3.077 MD contre 2.825 MD une année auparavant.

En matière d'échanges commerciaux avec l'extérieur, la progression a concerné les importations et les exportations avec des taux respectifs de 22,2% et 24,8%, ce qui a permis d'améliorer le taux de couverture, qui s'est inscrit en hausse de 1,6 point de pourcentage pour se situer à 79,4%.

Les exportations se sont accrues particulièrement dans les secteurs de l'énergie (55,5% contre 14,8% en 2006), des industries

mécaniques et électriques (30,9% contre 23,9%) et des industries du textile et habillement (16,4% contre -0,8%), alors que l'augmentation des importations, a intéressé outre les matières premières et demi - produits, les produits alimentaires et les biens d'équipement.

Les économies sur salaires transférées par les Tunisiens résidant à l'étranger, ont augmenté de 9,4% en 2007 contre 11,2% en 2006 pour atteindre 2.199 MD contre 2.010 MD en 2006.

Le taux d'inflation s'est limité à 3,1% en 2007 contre 4,5% en 2006. Cette maîtrise, a été rendue possible, suite à la décélération des prix de la plupart des postes de dépenses ménagères. Toutefois, la poursuite de cette maîtrise, nécessite la mise en place de mesures adéquates, pour faire face à une flambée continue des cours mondiaux des produits de base en 2008.

Sur le marché des changes, le dinar a accusé en 2007 une dépréciation vis-à-vis de l'euro de (4,6%) et du dirham marocain de (2,9%). En revanche, il s'est apprécié face au yen japonais (5,3%) et au dollar américain (3,9%).

Par ailleurs, l'évolution du système financier, s'est caractérisée par la consolidation des concours à l'économie et la reprise des créances nettes sur l'extérieur, conjuguées à la décélération des créances nettes sur l'Etat.

Cette situation, s'est reflétée sur l'évolution des agrégats monétaires, qui ont connu, pour la plupart un accroissement. Ainsi, l'agrégat M3 s'est accru de 12,5% contre 11,4% en 2006. La masse monétaire M2 a progressé de 13,5% contre 12,2% en 2006, imputable surtout à l'accélération du rythme de progression de la quasi - monnaie.

Comparés à leur niveau de l'an passé, les créances nettes sur l'extérieur se sont consolidées de 931 MD pour s'établir à 7.807 MD en 2007 contre 6.876 MD à fin 2006.

Egalement, les réserves en devises ont atteint 9.582 MD à la fin de 2007, soit l'équivalent de 141 jours d'importation contre 8.705 MD et 157 jours d'importation à fin 2006.

De leur côté, et sous l'effet notamment de l'amélioration du rythme de l'activité économique, les concours à l'économie se sont accrus au terme de l'année 2007 de 9,7% ou 2.537 MD pour se situer à 28.693 MD en 2007 contre 26.156 MD en 2006. Cette hausse est attribuable aux crédits octroyés sur ressources ordinaires (10,8% contre 6,7%), tandis que les encours des crédits sur fonds extérieurs ont accusé une baisse.

Activité de la B.N.A 2007

La B.N.A a poursuivi, durant l'année 2007, ses efforts visant l'association des objectifs commerciaux de croissance et des contraintes de rentabilité financière et ce, conformément aux orientations nationales de modernisation du système bancaire et de développement économique et social.

En effet, la Banque a adopté une politique de crédits basée sur la conquête de nouvelles parts de marché sur les segments des particuliers et professionnels et l'accompagnement des entreprises clientes dans leur développement afin d'assurer une meilleure division des risques, tout en veillant au renforcement de la fonction recouvrement et assainissement des créances douteuses.

Par ailleurs, d'importants efforts commerciaux ont été déployés en matière de démarchage et d'adaptation de l'offre des produits de placement ce qui s'est traduit par une nette progression des ressources mobilisées auprès de la clientèle.

Au niveau de l'exploitation, l'évolution des produits et charges d'exploitation bancaires a été marquée par la progression des marges bancaires nettes.

Ainsi, et compte tenu de l'évolution modérée des charges de fonctionnement, la BNA a affiché un coefficient d'exploitation en amélioration continue et une rentabilité brute

d'exploitation lui permettant de rehausser ses ratios de rentabilité financière tout en se conformant aux objectifs nationaux en matière de renforcement de la couverture des risques par les provisions.

Il est à préciser que la plus-value dégagée sur la cession de la participation de la BNA au capital de la société «le Magasin Général» a contribué à la constitution des provisions sans altérer la progression escomptée du résultat net.

Sur le plan organisationnel, la BNA a axé ses efforts, au cours de l'année 2007, sur le renforcement de ses structures et procédures de contrôle et de pilotage ainsi que la poursuite de la modernisation de son système d'information en optant, en priorité, pour le développement interne des solutions et applicatifs métiers.

En matière de gestion des ressources humaines, la politique de la Banque a porté sur l'amélioration de la productivité de son capital humain par l'encouragement de la rotation interne, le ciblage des recrutements et l'adéquation des actions de formation aux besoins des structures centrales et régionales.

Ainsi, l'évolution de l'activité de la B.N.A s'est principalement caractérisée, au terme de l'exercice 2007, par :

- une augmentation de 12,0 % du total du bilan,

- une progression de 16,2 % du volume des engagements nets,

- une hausse de 8,6 % des ressources mobilisées auprès de la clientèle,

- un endettement net sur le marché monétaire de 34 MD,

- un accroissement de 10,9 % du chiffre d'affaires,

- et un résultat net de 28,106 MD.

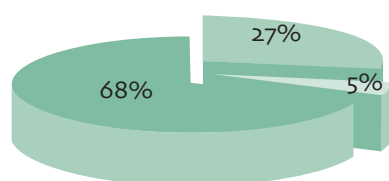
I – LES RESSOURCES

1 – Les ressources clientèle.

La Banque a axé ses efforts, au cours de l'exercice 2007, sur l'élargissement de la base de la clientèle, particulièrement celle des particuliers et professionnels, l'élargissement et l'adaptation de sa gamme de produits tout en veillant à maîtriser le coût des ressources.

Ces efforts se sont traduits par une nette progression du volume des ressources mobilisées et d'une amélioration de la part des dépôts non rémunérés dans le total des ressources pour s'établir à 27 % au 31.12.2007 contre 25 % en 2006. Il est à préciser, par ailleurs, qu'une importante partie des avoirs monétaire des institutionnels demeure tirée vers les dépôts à terme, en raison notamment, de la concurrence sur ce segment de clients.

Structure des ressources au 31.12.2007

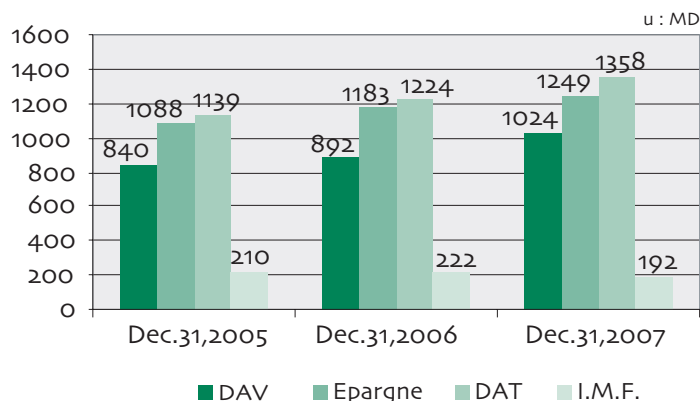


■ Dépôts nom rémunérés ■ Instruments Monét. & Fin ■ Dépôts rémunérés

Ainsi, l'encours des ressources collectées auprès de la clientèle s'est établi à 3.822 MD au 31.12.2007 contre 3.520 MD au terme de l'année précédente, enregistrant ainsi une hausse de 8,6 % (+ 302 MD) contre 7,4 % (+244 MD) l'année précédente. Cette évolution a résulté d'une

hausse de 332 MD au niveau des dépôts et d'une baisse de 30 MD au niveau des placements en instruments monétaires et financiers. En termes de capitaux moyens, l'accroissement des ressources mobilisées auprès de la clientèle s'est élevé à 231 MD au terme de l'exercice 2007.

Evolution des ressources



1.1 – Les dépôts.

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 3.630 MD au 31.12.2007 contre 3.298 MD à fin 2006, soit un accroissement de 10,1 % (+ 332 MD) résultant:

- d'une hausse de 5,6 % (+ 66 MD), contre 8,7 % (+ 95 MD) en 2006, des dépôts d'épargne pour s'établir à 1.248 MD au 31.12.2007 contre 1.183 MD au 31.12.2006.

- d'une progression de 10,9 % (+ 133 MD), contre 7,4 % (+ 85 MD) en 2006, des dépôts à terme et autres produits financiers passant de 1.224 MD au 31.12.2006 à 1.357 MD à fin 2007.

- et d'une augmentation de 15,9%, contre 6,5% en 2006, du volume des dépôts non rémunérés atteignant 995 MD au 31.12.2007 contre 859 MD au terme de l'exercice 2006.

1.2 – Les placements en instruments monétaires et financiers.

L'encours des placements de la clientèle en instruments monétaires et financiers s'est inscrit en baisse de 13,3 % totalisant 192 MD au 31.12.2007 contre 222 MD au 31.12.2006, soit une diminution en volume de 30 MD. Cette évolution provient d'une baisse de 25 MD au niveau des placements en bons du trésor et de 5 MD au niveau des billets de trésorerie.

2 – Les emprunts et ressources spéciales

L'encours net des emprunts et ressources spéciales s'est élevé à 610 MD au 31.12.2007 contre 627 MD au 31.12.2006, enregistrant ainsi une baisse 2,7%, soit une baisse en volume de 17 MD.

En effet, l'encours total des emprunts et ressources extérieures, revenant de 446 MD au 31.12.2006 à 434 MD au 31.12.2007, s'est inscrit en baisse de 2,7 % contre une hausse de 3,0 % enregistrée l'année précédente.

A ce titre, Il est à préciser que les appels de fonds opérés en 2007 ont intéressé, particulièrement, la 4^{ème} Ligne BAD pour un montant de 36 MD et la 2^{ème} Ligne KFW « mise à niveau » pour une enveloppe de 6,2 MD.

Quant aux remboursements des échéances en principal des emprunts extérieurs, leur volume a totalisé 60,9 MD dont 21,6 MD relatifs à l'emprunt syndiqué, 18,9 MD à la 4^{ème} ligne BAD et 11,2 MD à la 3^{ème} ligne BAD.

Concernant les ressources budgétaires, leur encours total a atteint 168 MD au 31.12.2007 contre 172 MD au 31.12.2006, enregistrant ainsi une baisse de 2,3 %.

3 – Les capitaux propres et les provisions.

Compte tenu de l'affectation des réserves prélevées sur le bénéfice

de l'exercice 2006 et de l'évolution du résultat de l'exercice 2007, le volume des capitaux propres de la B.N.A, avant affectation du résultat, s'est établi à 387 MD au 31.12.2007 contre 366 MD au terme de l'année 2006, enregistrant ainsi une progression de 5,7 % contre 3,9 % l'année précédente.

En effet, des montants de 5,7 MD, de 0,8 MD et de 1,7 MD, prélevés sur le bénéfice de l'exercice 2006, ont été affectés respectivement aux réserves pour réinvestissements exonérés, aux réserves extraordinaires et aux réserves à régime spécial conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 Mai 2007.

Quant aux provisions, leur encours global net s'est élevé à 284 MD au 31.12.2007 contre 216 MD au 31.12.2006, soit une hausse en volume de 68 MD résultant, particulièrement :

- de l'affectation d'une dotation brute aux provisions au titre de l'exercice 2007 pour un montant de 114,9 MD contre 84,5 MD en 2006.

- de la reprise d'une enveloppe de provisions de 46,8 MD suite, notamment, à la cession d'un lot de créances contentieuses à la SO.FIN.REC, filiale de recouvrement des créances de la Banque.

II – LES EMPLOIS

1 – Les engagements

L'encours global des engagements nets de la Banque s'est inscrit en accroissement de

16,2 % pour s'établir à 5.250 MD au terme de l'exercice 2007 contre 4.518 MD au 31.12.2006, soit une hausse en volume de 732 MD.

Cette évolution provient d'une hausse au taux de 16,4 % au niveau des engagements par décaissement, passant de 3.335 MD au 31.12.2006 à 3.881 MD à fin 2007, et de 15,7 % au niveau des engagements par signature atteignant 1.369 MD au 31.12.2007 contre 1.183 MD à la clôture de l'exercice précédent.

Il est à préciser que la BNA a procédé, au cours de l'exercice 2007, à la cession d'un nouveau lot de créances contentieuses d'une valeur nominale de 30,4 MD à la Société Financière de Recouvrement, filiale de la Banque.

Ainsi, et compte tenu des efforts déployés en matière de recouvrement et de suivi des risques, les indicateurs de la qualité des engagements se sont bien comportés en 2007 avec, notamment, un taux d'impayés de 13,6 % contre 15,8 % en 2006 et 17,5 % en 2005.

1.1 - Les engagements agricoles.

L'encours net des engagements agricoles s'est établi à 1.494 MD au 31.12.2007 contre 1.179 MD à fin 2006, enregistrant ainsi une progression de 26,8 % (+ 315 MD) provenant d'une hausse de 54,8 % (+ 303 MD) au niveau des crédits à la commercialisation et de 2,0 % (+ 12 MD) au niveau de ceux à la production.

L'évolution de l'encours des crédits à la commercialisation provient, principalement de l'accroissement des financements octroyés à l'Office des Céréales dans le cadre de la conduite des choix nationaux en matière de préservation de la sécurité alimentaire, notamment, au regard de l'accroissement des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

Quant à l'accroissement des crédits à la production, la progression de leur encours, au cours de l'année 2007, s'explique principalement par un volume de débloques de nouveaux crédits net des flux de recouvrements réalisés de 8,8 MD et la cession de 2,0 MD de créances agricoles contentieuses à la SOFINREC.

En effet, malgré le fléchissement du volume des recouvrements des

créances agricoles dont le montant (en principal) s'est élevé à 75 MD au cours de l'exercice 2007 contre 78 MD en 2006, la Banque a renforcé ses efforts de financement du secteur agricole en portant l'enveloppe de débloques de 77 MD en 2006 à 85 MD en 2007, desquels débloques, plus de la moitié a été affectée au financement des investissements.

U : 1.000 Dinars

	31.12.2006	31.12.2007	Variation	
			Volume	%
Engagements Agricoles	1.178.667	1.494.280	315.613	26,8
Engagements par décaissement	950.515	1.135.447	184.932	19,5
* Crédits à la production	616.159	626.981	10.822	1,8
* Crédits à la commercialisation	334.356	508.466	174.110	52,1
Engagements par signature	228.152	358.833	130.681	57,3
* Crédits à la production	8.524	9.977	1.453	17,0
* Crédits à la commercialisation	219.628	348.856	129.228	58,8
Engagements commerciaux et industriels	3.339.353	3.755.486	416.133	12,5
Engagements par décaissement	2.384.682	2.745.626	360.944	15,1
Engagements par signature	954.672	1.009.860	55.189	5,8
Total engagements nets	4.518.020	5.249.766	731.746	16,2

1.2 - Les engagements commerciaux et industriels.

L'encours net des engagements commerciaux et industriels s'est élevé à 3.755 MD au 31.12.2007 contre 3.339 MD au terme de l'année précédente, soit une hausse au taux de 12,5 % (+ 416 MD), contre 16,3 % (+ 469 MD) enregistré en 2006.

Cette évolution a résulté d'une progression de 15,1 % (+ 361 MD) au niveau des

engagements commerciaux par décaissement, atteignant 2.746 MD au 31.12.2007 contre 2.385 MD à fin 2006, et de 5,8% (+ 55 MD) au niveau des engagements par signature qui sont passés de 955 MD au 31.12.2006 à 1.010 MD à fin 2007.

Cet effort important en matière de contribution au financement des secteurs industriels et des services a été conjugué avec une attention particulière à l'amélioration de la qualité des risques encourus à

travers un encadrement continu et une responsabilisation meilleure des structures régionales et centrales dans le suivi de la solvabilité des clients débiteurs.

Ainsi, le taux d'impayés a été ramené à 7,4 % au terme de l'année 2007 contre 9,0 % au 31.12.2006 et 10,1 % en 2005.

Conjointement, l'affermissement de la ligne de progression du recouvrement des créances commerciales et industrielles

(hors contentieux) s'est encore conforté avec une amélioration du taux de recouvrement de 2,8 points de pourcentage en 2007 contre 2,6 points en 2006.

2 – Le portefeuille-titres

Le volume total du portefeuille-titres commercial net, constitué en quasi-totalité par les bons du trésor, s'est élevé à 384,4 MD au 31.12.2007 contre 341,7 MD au 31.12.2006, enregistrant ainsi une hausse de 12,5 %.

Quant au portefeuille d'investissement, son encours net est revenu de 316,4 MD au 31.12.2006 à 306,3 MD au terme de l'exercice 2007, enregistrant ainsi une baisse de 3,2 % (- 10,1 MD).

Cette évolution a résulté principalement :

- de la baisse des dettes des entreprises publiques prises en charge par l'Etat de 11,2 MD par suite du remboursement par l'Etat des échéances de l'année 2007.

- de l'accroissement de l'encours des fonds gérés de 4,2 MD.

- et de l'augmentation de 5,2 MD au niveau du portefeuille participations par suite, notamment, des nouvelles prises de participations dans le cadre du plan d'assainissement de la Société Tunisienne des Industries Automobiles pour une enveloppe globale de 7,0 MD, dont 5 MD par conversion de créances.

Il est à préciser également que dans le cadre du programme de

désengagement de l'Etat et des entreprises publiques des secteurs concurrentiels, la BNA a cédé ses participations dans le capital de la Société « Magasin Général ». La plus-value dégagée de cette opération s'élève à 26,6 MD.

Avec une part de 30,4 % de la valeur comptable du portefeuille, les participations dans les secteurs agricole et agroalimentaire assurent 65,2 % du total des revenus du portefeuille et ce, compte non tenu de la plus-value dégagée sur la cession des titres. Quant au secteur financier, il contribue à hauteur de 18,3 % des revenus pour une part dans le portefeuille – titres de participations de 36,7%. En termes de rendement, le portefeuille - titres a dégagé un taux de rentabilité brute de 32,6 % au 31.12.2007. En excluant la plus-value sur cession des titres, le taux de rentabilité s'élève à 6,7 %.

3 – Les immobilisations

Les immobilisations nettes ont enregistré une régression de 10,1% pour s'établir à 48,5 MD au 31.12.2007 contre 54,0 MD au 31.12.2006, soit une baisse en volume de 5,5 MD par suite, principalement de la cession d'un immeuble à la Banque Tunisienne de Solidarité. Il est à noter que les opérations d'investissement ont porté sur une enveloppe de 4,8 MD dont 2,4 MD au titre des dépenses informatiques. Les dotations aux amortissements ont porté sur une enveloppe de 4,9 MD.

III – Position sur le marché monétaire et liquidité.

Eu égard à l'évolution des ressources et emplois ci-dessus indiquée, la position de la Banque sur le marché monétaire s'est soldée par un endettement net de 34 MD au 31.12.2007 contre un excédent net 153 MD au 31.12.2006 et 324 MD en 2005.

Pour sa part, le ratio de liquidité s'est établi à 114,64 % au 31.12.2007 contre 142,92 % à fin 2006 et 131,04 % en 2005.

IV – OPERATIONS BANCAIRES AVEC L'ETRANGER.

1 – Les titres domiciliés

Le volume des domiciliations de titres de commerce extérieur s'est établi à 6.321 MD au terme de l'exercice 2007 contre 5.331 MD au 31.12.2006, enregistrant ainsi un accroissement au taux de 18,6 % et ce, en dépit du fléchissement du nombre de titres domiciliés notamment en matière d'exportation.

En effet, par suite de l'accroissement du nombre de titres d'importation de 5,2 %, la valeur globale de ces titres a enregistré une progression de 22,2 % pour atteindre 5.151 MD en 2007 contre 4.216 MD l'année précédente.

Quant aux domiciliations de titres d'exportation, une progression a été enregistré tant au niveau du nombre de titres domiciliés

(+ 2,1 %) qu'au niveau de leur valeur qui est passée de 1.115 MD en 2006 à 1.170 MD au cours de l'année 2007, soit + 4,9 %.

2 – Les règlements sur l'étranger

Les règlements sur l'étranger traités par l'intermédiaire des guichets de la B.N.A ont atteint 17.578 MD au 31.12.2007 contre 15.106 MD l'année précédente, enregistrant ainsi une progression de 16,4 % contre 44,9 % en 2006. Cette évolution a résulté d'une hausse de 13,4 % au niveau des règlements en provenance de l'étranger et de 23,6 % au niveau de ceux à destination de l'étranger contre 56,7 % et 22,4%, respectivement, en 2006.

En effet, le volume des règlements en provenance de l'étranger s'est établi à 12.146 MD au 31.12.2007 contre 10.711 MD en 2006, soit une augmentation en volume de 1.435 MD grâce, particulièrement, à la forte progression de la valeur des transferts reçus (+ 13,9 %).

Pour leur part, les règlements à destination de l'étranger se sont inscrits en hausse de 23,6 % pour totaliser 5.432 MD au 31.12.2007 contre 4.395 MD au terme de l'exercice 2006 par suite, principalement, du bon comportement des remises et crédits documentaires à l'importation.

3 – Les opérations de change manuel

Le volume des opérations de change manuel effectuées auprès

des guichets de la B.N.A s'est inscrit en accroissement de 10,4 % pour s'établir à 353 MD au 31.12.2007 contre 320 MD à fin 2006, soit une hausse en volume de 33 MD.

Cette évolution provient de la progression de 14,1 % au niveau de l'activité achat de devises et d'une baisse de 2,4 % au niveau du volume des opérations de vente de devises.

V – FORMATION DU RESULTAT.

1 – Les produits d'exploitation bancaire.

Les produits d'exploitation bancaire ont totalisé 340,5 MD au 31.12.2007 contre 307,2 MD au 31.12.2006, enregistrant ainsi une progression de 10,9 % (+ 33,3 MD) contre 13,8 % (+ 37,4 MD) en 2006.

Cette évolution a résulté, principalement :

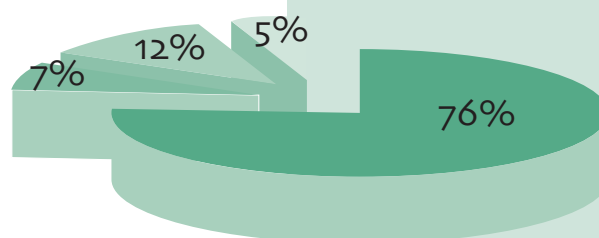
- d'une hausse de 26,0 MD (+ 12,3 %) des intérêts sur les opérations avec la clientèle par suite, notamment, d'une nette reprise (+ 14,6 %) des intérêts perçus sur les crédits commerciaux et industriels.

Il est à préciser que la progression enregistrée au niveau des intérêts sur les crédits commerciaux et industriels a permis d'améliorer le taux de rendement global des crédits sur fonds propres et assimilés de 0,2 point de pourcentage en 2007.

- d'un accroissement de 5,7 MD des gains sur le portefeuille - titres commercial et opérations financières.

- et d'une progression du volume des commissions perçues de 1,8 MD, soit + 4,4 %.

Structure des commissions 31 12 2007



■ Effets, chèques et opérations diverse ■ trésorerie, Change et Monétique
■ Commerce Extérieur ■ Gestion fonds Budgétaires

2 – Les charges d'exploitation bancaire

Les charges d'exploitation bancaire se sont établies à 149,3 MD au 31.12.2007 contre 130,4 MD au terme de l'année précédente, soit une progression de 18,9 MD (+ 14,5 %) contre 9,2 MD (+ 7,6 %) en 2006.

Cette évolution a résulté, principalement, d'une augmentation de 17,7 MD (+ 16,7 %) des intérêts servis sur les dépôts de la clientèle, de 2,8 MD au niveau des intérêts servis sur les opérations de trésorerie et d'une baisse de 1,6 MD au niveau des intérêts et commissions encourus sur les emprunts extérieurs.

3 – Le produit net bancaire.

Par suite de l'évolution sus-indiquée des produits et charges d'exploitation bancaire, le produit net bancaire s'est élevé à 191,2 MD au 31.12.2007 contre 176,8 MD l'année précédente, soit un accroissement de 8,2 % contre 18,9 % en 2006.

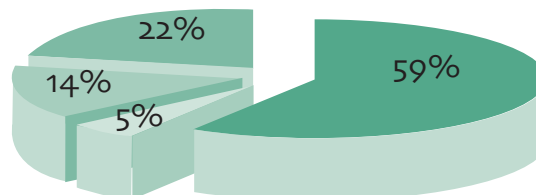
	31.12.2005	31.12.2006	U : 1.000 Dinars 31.12.2007
Marge nette d'intérêts	92.940	106.904	113.198
Contribution au PNB	62 %	60 %	59 %
Marge nette des commissions	35.152	40.125	42.109
Contribution au PNB	24 %	23 %	22 %
Revenus du portefeuille titres commercial	12.849	21.417	27.148
Contribution au PNB	9 %	12 %	14 %
Revenus du portefeuille titres d'investissement	7.678	8.329	8.776
Contribution au PNB	5 %	5 %	5 %
Produit Net Bancaire	148.619	176.775	191.231

Il est à préciser que cette amélioration a intéressé particulièrement les revenus nets du portefeuille titres et la marge nette d'intérêts.

En effet, la part des revenus nets du portefeuille commercial dans le produit net bancaire a été portée de 12,1 % en 2006 à 14,2% au terme de l'exercice 2007 et ce, grâce au bon comportement des revenus sur les bons du trésor en portefeuille.

Par ailleurs, la marge nette d'intérêts, avec une augmentation de 6,3 MD en 2007 contre 14,0 MD en 2006, est passée de 106,9 MD au 31.12.2006 à 113,2 MD au terme de l'exercice 2007, soit une contribution de 59,2 % à la formation du produit net bancaire.

Formation du PNB au 31.12.2007



■ Marge nette d'intérêts ■ Portefeuille commercial
■ Portefeuille d'invest. ■ Marge sur commissions

4 – Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont totalisé 99,6 MD au 31.12.2007 contre 95,6 MD au terme de l'année précédente, enregistrant ainsi une hausse de 4,2 % (+ 4,0 MD), résultant d'une progression de 3,6 % (+ 2,7 MD) au niveau des charges salariales et de 6,3 % (+ 1,2 MD) au niveau des charges générales d'exploitation.

Ainsi, le coefficient d'exploitation a été ramené de 54,1 % en 2006 à 52,1 % en 2007 et la productivité par agent, mesurée par le produit net bancaire rapporté à l'effectif réel, a été portée de 65,8 mD en 2006 à 71,8 mD au cours de l'exercice 2007.

5 – Les dotations aux provisions

Poursuivant son objectif en matière d'amélioration du ratio de couverture de ses actifs classés par des provisions, la Banque a affecté une dotation brute aux provisions de 114,9 MD au titre de l'exercice 2007.

Ainsi, et compte tenu des plus ou moins values et corrections de valeurs sur les créances et titres, le volume des dotations nettes aux provisions s'est établi à 59,5 MD au 31.12.2007, soit une progression de 3 % par rapport à l'exercice précédent.

6 – Résultat.

Eu égard à l'évolution favorable des produits d'exploitation

bancaire, le résultat d'exploitation s'est amélioré pour s'élever à 27,9 MD au 31.12.2007 contre 19,2 MD au terme de l'exercice précédent.

Quant au résultat net, il s'est établi à 28,106 MD au 31.12.2007 contre 16,323 MD et 8,065 MD respectivement en 2006 et en 2005. Ainsi, le taux de rendement des fonds propres moyens est porté de 3,8 % en 2005 à 7,6 % en 2006 pour s'établir à 12,7 % au 31.12.2007.

VI – POLITIQUE COMMERCIALE ET DE COMMUNICATION

Au cours de l'année 2007, la BNA a axé ses efforts en matière de politique commerciale sur l'adéquation de son offre à l'évolution des besoins de sa clientèle, le renforcement du dispositif d'encadrement et d'assistance au réseau d'exploitation afin de rehausser le positionnement de la Banque sur l'ensemble des segments de clientèle en vue de développer sa notoriété et son image de marque.

En effet, la gamme des produits de la Banque a été enrichie, au cours de l'année 2007, par le lancement de nouveaux produits financier dont deux Fonds Communs de Placement, à savoir BNA CONFIANCE et BNA PROGRES, et un nouveau produit de bancassurance en coopération avec une compagnie d'assurance de la place.

Par ailleurs, poursuivant ses efforts de diversification de ses

canaux de distribution et modes d'accès, la BNA a procédé, en 2007, au lancement de son serveur vocal et la conversion de son site web en site transactionnel.

En matière de promotion de l'activité monétique, l'année 2007 a été marquée, particulièrement, par une forte extension du parc GABs dont le nombre d'automates est passé de 50 en 2006 à 115 au terme de l'exercice 2007. Cet investissement n'a pas tardé d'entraîner une nette progression des émissions de cartes bancaires (+ 9,7 % en 2007 contre 0,8 % en 2006) ainsi que du nombre et du volume des opérations de retraits sur les GABs de la Banque.

Sur le plan de la communication externe, et outre sa participation active à diverses foires et manifestations nationales et internationales ayant trait aux métiers bancaires, la BNA a organisé au mois de Juin 2007 une Journée Portes Ouvertes.

VII - ORGANISATION ET INFORMATIQUE

La politique de la BNA en matière organisationnelle et informatique a été axée, durant l'exercice 2007, sur la poursuite de la modernisation de son système d'information, le renforcement de son système de pilotage et l'adaptation de ses procédures aux évolutions du cadre réglementaire et financier et aux échéances futures en matière de conformité des services bancaires aux normes internationales.

En effet, il a été procédé à la création du comité exécutif du crédit, de la fonction du médiateur bancaire ainsi que du comité de sécurité informatique et ce, outre la réorganisation des attributions et de certaines structures opérationnelles et de contrôle afin d'assurer un meilleur pilotage des affaires de la Banque.

Sur le plan procédural, les principales améliorations ont intéressé les domaines de la gestion des engagements, du juridique et de traitement des garanties, des mécanismes de gestion des dysfonctionnements liés à la commercialisation des produits et services, de la monétique et du traitement et de l'archivage des données électroniques.

En matière de modernisation du système d'information, une attention particulière a été accordée au développement interne de solutions informatiques et ce, afin d'assurer une meilleure intégration de l'ensemble des applicatifs et leur adaptation aux besoins de la Banque sur les plans de sécurité informatique et de qualité d'information produite.

Ainsi, les projets de refonte du nouveau système agence «SMILE», du système unique des engagements «SAEB» ainsi que celui relatif à la mise en place du «Référentiel Clients» sont à des stades très avancés dans leur finalisation. L'entrée en exploitation prochainement des ces solutions serait d'une importance capitale, notamment,

en matière d'appréhension de la relation avec la clientèle et de pilotage des risques bancaires.

Par ailleurs, il est à préciser que la BNA a, également, recouru à l'acquisition de logiciels pour certains projets dont, notamment la gestion de change et de trésorerie devises (MEGARA FOREX), la gestion pour le compte du service dépositaire, la gestion électronique des archives comptables (STAR FIND) et la gestion du courrier central.

Concernant les projets nationaux et de coopération interbancaire, et outre le rôle actif qu'elle a assumé dans la conception du cahier des charges et le dépouillement des offres pour l'acquisition d'un socle technique commun avec d'autres banques de la place dans le cadre d'un Groupement d'Intérêts Bancaires, la BNA a réussi à mettre en œuvre l'essentiel des centrales de renseignements relative au système d'échange de données (S.E.D); projet piloté par la B.C.T.

VIII - RESSOURCES HUMAINES

La B.N.A a poursuivi, au cours de l'exercice 2007, sa politique de développement de ses ressources humaines visant à améliorer les indicateurs de productivité de son capital humain, à assurer la disponibilité des compétences nécessaires à la réussite des objectifs de croissance et de rentabilité futurs de la Banque et à promouvoir un climat social favorable à l'enracinement d'une culture d'entreprise innovante et saine.

En effet, la productivité du capital humain, mesurée par le P.N.B par agent a poursuivi sa tendance haussière avec un taux de croissance de 9 %. Le produit net bancaire par agent a ainsi atteint 71,8 mD au terme de l'exercice 2007 contre 65,8 mD en 2006 et 53,7 mD une année auparavant.

Ces performances ont été réalisées, notamment grâce à l'optimisation des actions de formation professionnelle, de recrutement et d'allocation des ressources disponibles à l'ensemble des services de la Banque.

En ce sens, le ratio de bénéfice de formation a atteint 30 % de l'effectif réel en 2007 contre 20 % en 2006. Pour sa part, l'indice de capitalisation des ressources humaines, mesuré par le ratio Dépenses de Formation par unité de Chiffre d'Affaires, il s'est établi à 0,3 % au 31.12.2007. Quant au renforcement des ressources dédiées aux services commerciaux, 52 mutations et 14 nouvelles recrues sur un total de recrutements de 19 employés ont bénéficié au réseau d'agences au cours de l'année 2007.

Il y a lieu de noter qu'au cours de l'année 2007, 45 départs définitifs ont été enregistrés dont 25 au titre des départs à la retraite normale et 12 au titre des départs volontaires à la retraite anticipée. En conséquence, et compte tenu des recrutements opérés et des autres mouvements, l'effectif réel de la Banque a été ramené à 2.665 au terme de l'année 2007 contre 2.687 à fin 2006.

Evolution de l'effectif réel



Il est à noter, à cet égard, que la Banque serait appelée à recourir davantage au renforcement de son effectif par le recrutement de nouvelles compétences, particulièrement dans certains domaines tels que les nouvelles technologies de communication, les techniques de vente et le management et ce, pour pouvoir réussir les objectifs internes et nationaux en matière de conformité des services bancaires aux normes internationaux.

Par ailleurs, l'année 2007 a été empreinte par la poursuite des efforts de coopération et d'ouverture de la Banque sur son environnement universitaire et professionnel, ce qui s'est traduit par l'accueil au sein de l'ensemble des structures du réseau et des services centraux de plus de 1.300 stagiaires durant l'année 2007 dont près de 500 ont bénéficié de stages payants.

IX - EVOLUTION DU TITRE B.N.A EN BOURSE

Afin de promouvoir la liquidité du titre BNA et conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 Mai 2007, il a été décidé de fractionner le nominal de l'action BNA pour la ramener de 10 dinars à 5 dinars chacune et ce, à partir du 22 Juin 2007.

Ainsi, le cours de l'action B.N.A a fluctué durant l'année 2007 entre un minimum de 7,950 dinars et un maximum de 10,750 dinars. Les échanges globaux d'actions B.N.A ont, pour leur part, porté sur 1.533.507 actions pour un volume global de 21.656.084 dinars.

Ainsi, la capitalisation boursière qui était de 172,0 millions de dinars au 31.12.2006 s'est établie à 179,0 millions de dinars au 31.12.2007.

	2004	2005	2006	2007*
Capital social (mD)	100.000	100.000	100.000	100.000
Nominal (DT)	10	10	10	5
Nombre d'actions (en milliers)	10.000	10.000	10.000	20.000
Nombre d'actions admises (en milliers)	10.000	10.000	10.000	20.000
Capitaux traités (DT)	3.334.059	2.231.525	20.764.702	21.656.084
Titres traités	348.920	250.528	1.443.159	1.533.507
Cours le plus haut (DT)	10,2	9,8	18,200	10,750
Cours le plus bas (DT)	9,0	8,9	8,550	7,950
Dividende par action (DT)	-	0,600	0,800	0,400
Date de distribution	21/06/2005	06/06/2006	11/06/2007	16/06/2008
Price Earning Ratio (P.E.R)	31,35	11,04	10,60	6,33
Capitalisation boursière (mD) au 31.12	98.000	89.000	172.000	179.000
Rendement global du titre (%)	5,21	- 9,18	+ 100,00	+ 8,72

* chiffres calculés en tenant compte de l'opération de split à partir du 22 Juin 2007.

X - ACTIVITE PREVISIONNELLE

Le plan d'actions de la B.N.A pour l'année 2008 s'articule autour des principaux objectifs suivants:

- Poursuivre le rythme des financements accordés à l'ensemble des secteurs économiques, tout en veillant à améliorer le taux des créances classées et le ratio de leur couverture, notamment, par le renforcement des actions de recouvrement.

- Renforcer les actions de démarchage commercial, particulièrement, auprès des clients particuliers et professionnels par l'enrichissement de la gamme des produits et services et le développement du taux d'implantation de la Banque.

- Réduire le coefficient d'exploitation et renforcer le ratio de couverture des salaires par les commissions par l'optimisation de la productivité des ressources humaines et la rationalisation des charges générales d'exploitation.

- Améliorer les taux de rentabilité des fonds propres (ROE) et des actifs de la Banque (ROA), tout en poursuivant les efforts fournis en matière de constitution des provisions.

- Poursuivre la mise en place des préalables organisationnels et logistiques permettant à la Banque de se conformer aux dispositions de la réglementation prudentielle instituée par Bale II.

La réalisation de ces prévisions d'activité se traduirait, particulièrement, par l'accroissement de l'encours brut des engagements au taux de 7,1%

et de celui des ressources clientèle au taux de 7,5 %.

Au niveau de l'exploitation, les produits d'exploitation bancaire seraient en progression de 9,3 % contre 6,0 % pour les charges d'exploitation bancaire d'où un accroissement du produit net bancaire de 11,8 %. Ainsi, et compte tenu de l'évolution attendue des charges de fonctionnement, le coefficient d'exploitation serait encore réduit de 2,6 points de pourcentage et le taux de rendement des fonds propres gagnerait 4,9 points de pourcentage.

**Etats Financiers individuels
arrêtés au 31.12.2007**

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2007 BILAN

	Notes	31.12.2007	31.12.2006	(unité : en 1000 DT)	
				Variations Volume	(%)
ACTIF					
1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	4.1.1	70 004	133 768	-63 764	-47,7
2- Créances sur les établissements bancaires & financiers	4.1.2	198 391	180 306	18 085	10,0
3- Créances sur la clientèle	4.1.3	3 881 073	3 335 197	545 876	16,4
a- Comptes débiteurs		566 346	404 752	161 594	39,9
b- Autres concours à la clientèle		2 740 844	2 399 241	341 603	14,2
c- Crédits sur ressources spéciales		544 449	501 516	42 933	8,6
d- Créances agricoles sur l'Etat		29 434	29 688	-254	-0,9
4- Portefeuille-titres commercial	4.1.4	384 390	341 748	42 642	12,5
5- Portefeuille d'investissement	4.1.5	306 309	316 433	-10 124	-3,2
6- Valeurs immobilisées	4.1.6	48 547	54 030	-5 483	-10,1
7- Autres actifs	4.1.7	162 946	148 040	14 906	10,1
a- Comptes d'attente & de régularisation		126 762	116 595	10 167	8,7
b- Autres		36 184	31 445	4 739	15,1
TOTAL ACTIF		5 051 660	4 509 522	542 138	12,0
PASSIF					
1- Banque Centrale et CCP		5 293	3	5 290	
2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers	4.1.8	234 775	34 680	200 095	577,0
3- Dépôts & avoirs de la clientèle	4.1.9	3 630 123	3 298 386	331 737	10,1
a- Dépôts à vue		872 315	746 645	125 670	16,8
b- Autres dépôts & avoirs		2 757 808	2 551 741	206 067	8,1
4- Emprunts et ressources spéciales	4.1.10	609 723	626 707	-16 984	-2,7
a- Emprunts matérialisés		43 742	65 320	-21 578	-33,0
c- Ressources spéciales		565 981	561 387	4 594	0,8
5- Autres passifs	4.1.11	184 890	183 895	995	0,5
a- Provisions pour passif et charges		4 439	2 230	2 209	99,1
b- Comptes d'attente & de régularisation		151 665	151 902	-237	-0,2
c- Autres		28 786	29 763	-977	-3,3
TOTAL PASSIF		4 664 804	4 143 671	521 133	12,6
CAPITAUX PROPRES					
1- Capital	4.1.12	100 000	100 000	0	0,0
2- Réserves	4.1.12	129 077	119 939	9 138	7,6
3- Actions propres	4.1.13	-3 446	-3 596	150	-4,2
4- Autres capitaux propres	4.1.12	133 000	133 000	0	0,0
5- Résultats reportés	4.1.12	119	185	-66	-35,7
6- Résultat de l'exercice	4.1.12	28 106	16 323	11 783	72,2
TOTAL CAPITAUX PROPRES		386 856	365 851	21 005	5,7
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		5 051 660	4 509 522	542 138	12,0

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2007

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Notes	31.12.2007	31.12.2006	(unité : en 1000 DT)	
				Volume	Variations (%)
PASSIFS EVENTUELS					
HB1- Cautions, avals et autres garanties données	4.2.1	660 603	752 784	-92 181	-12,2
a - En faveur d'établissements bancaires		67 972	147 339	-79 367	-53,9
b - En faveur de la clientèle		432 631	445 445	-12 814	-2,9
c - En faveur de l'Etat		160 000	160 000	0	
HB2- Crédits documentaires		772 806	518 776	254 030	49,0
Débiteurs par accréditifs export devises		282 437	105 281	177 156	168,3
Débiteurs par accréditifs import devises		490 369	413 495	76 874	18,6
HB3- Actifs donnés en garantie		0	0	0	
TOTAL PASSIFS EVENTUELS		1 433 409	1 271 560	161 849	12,7
ENGAGEMENTS DONNES					
HB4- Engagements de financement donnés		163 256	218 602	-55 346	-25,3
Crédits notifiés et non utilisés		163 256	218 602	-55 346	-25,3
HB5- Engagements sur titres		2 537	4 071	-1 534	-37,7
a - Participations non libérées		388	531	-143	-26,9
b - Autres		2 149	3 540	-1 391	-39,3
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		165 793	222 673	-56 880	-25,5
ENGAGEMENTS RECUS					
HB6- Engagements de financement reçus		27 514	69 114	-41 600	-60,2
HB7- Garanties reçues	4.2.2	479 008	427 520	51 488	12,0

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2007

ETAT DE RESULTAT

(Période du 01/01 au 31/12/2007)

	Notes	31.12.2007	31.12.2006	(unité : en 1000 DT)	
				Variations	(%)
				Volume	
PR1- Intérêts et revenus assimilés	4.3.1	261 264	235 948	25 316	10,7
a - Opérations avec les établissements bancaires & financiers		11 241	12 792	-1 551	-12,1
b- Opérations avec la clientèle		237 901	211 865	26 036	12,3
c- Autres intérêts & revenus assimilés		12 122	11 291	831	7,4
PR2- Commissions (en produits)	4.3.2	43 335	41 494	1 841	4,4
PR3- Gains sur portefeuille commercial et opé. financières	4.3.3	27 148	21 417	5 731	26,8
PR4- Revenus du portefeuille d'investissement	4.3.4	8 776	8 329	447	5,4
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		340 523	307 188	33 335	10,9
CHI- Intérêts encourus et charges assimilées	4.3.5	148 066	129 044	19 022	14,7
a - Opérations avec les établissements bancaires & financiers		3 385	633	2 752	434,8
b- Opérations avec la clientèle		123 770	106 054	17 716	16,7
c- Emprunts & ressources spéciales		16 272	17 293	-1 021	-5,9
d- Autres intérêts & charges		4 639	5 064	-425	-8,4
CH2- Commissions encourues		1 226	1 369	-143	-10,4
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		149 292	130 413	18 879	14,5
PRODUIT NET BANCAIRE		191 231	176 775	14 456	8,2
PR5/CH4- Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	4.3.6	-80 371	-60 500	-19 871	32,8
PR6/CH5- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	4.3.7	20 890	2 775	18 115	652,8
PR7- Autres produits d'exploitation (+)		502	538	-36	-6,7
CH6- Frais de personnel (-)	4.3.8	78 605	75 865	2 740	3,6
CH7- Charges générales d'exploitation (-)		20 946	19 702	1 244	6,3
CH8- Dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations (-)		4 851	4 782	69	1,4
RESULTAT D'EXPLOITATION		27 850	19 239	8 611	44,8
PR8/CH9- Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires		1 701	-240	1 941	-808,8
CH11- Impôt sur les bénéfices (-)		1 445	2 676	-1 231	-46,0
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		28 106	16 323	11 783	72,2
PR9/CH10- Solde en gain/perte provenant des éléments extraordinaires					
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		28 106	16 323	11 783	72,2

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2007

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

(Période du 01/01 au 31/12/2007)

(unité : en 1000 DT)

Notes 31.12.2007 31.12.2006

ACTIVITES D'EXPLOITATION

1- Produits d'exploitation bancaire encaissés	313 750	268 446
2- Charges d'exploitation bancaire décaissées	-154 859	-130 108
3- Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers	-22 037	-20 587
4- Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle	-616 466	-281 922
5- Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle	335 353	232 257
6- Titres de placement	-72	-243
7- Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-83 549	-75 980
8- Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-24 225	25 959
9- Impôt sur les sociétés	-3 309	-1 050

FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION **-255 414** **16 772**

ACTIVITES D'INVESTISSEMENT

1- Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	8 426	7 932
2- Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement	9 436	13 157
3- Acquisitions / cessions sur immobilisations	1 156	-5 662
4- Plus-values sur titres de participations	26 589	1 714

FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT **45 607** **17 141**

ACTIVITES DE FINANCEMENT

1- Actions propres	24	2 352
2- Emission d'emprunts	0	0
3- Remboursement d'emprunts	-21 578	-21 578
4- Augmentation / diminution des ressources spéciales	5 519	62 223
5- Dividendes versés	-7 902	-6 006

FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT **-23 937** **36 991**

Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités
au cours de la période -233 744 70 904

Liquidités et équivalents de liquidités en début de période 567 601 496 697

LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE **4.4.1** **333 857** **567 601**

Notes aux Etats Financiers Individuels au 31.12.2007

Notes aux états financiers Arrêtés 31 décembre 2007 (Chiffres exprimés en milliers de dinars «mDT»)

1. Présentation de la banque

La Banque Nationale Agricole est une société anonyme au capital de 100 millions de dinars. Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 Mai 2007, les actionnaires de la Banque ont décidé de réduire la valeur nominale de l'action de 10 DT à 5 DT. Le capital est désormais composé de 20.000.000 actions, de 5 DT chacune, admises à la côte permanente de la bourse des valeurs mobilières de Tunis.

Le siège social de la Banque est sis à l'avenue Hédi Nouria TUNIS. Elle est dirigée par un conseil d'administration.

Le réseau de la banque est composé de 15 directions régionales, 3 succursales et 143 agences.

La BNA finance, outre les différents autres secteurs économiques, la quasi-totalité des besoins du secteur agricole en crédits.

La banque est soumise au régime fiscal de droit commun.

2. Référentiel d'élaboration des états financiers

Les états financiers de la Banque Nationale Agricole sont établis conformément aux dispositions

prévues par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises, aux dispositions du décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et aux dispositions des normes comptables tunisiennes publiées par arrêtés du ministre des finances en application de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 et notamment les normes comptables sectorielles n° 21 à 25 publiées par l'arrêté du ministre des finances du 25 mars 1999.

3. Bases de mesure et principes comptables appliqués

Les états financiers sont élaborés en appliquant les principes et conventions comptables prévus par le décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et des principes comptables prévus par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1. Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1. Les engagements hors bilan

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long terme sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des déblocages, pour leur valeur nominale.

3.1.2. Les créances sur la clientèle

Les prêts et avances sont enregistrés à l'actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d'avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentés à l'actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d'avance et non encore courus.

Les créances de la banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

Les engagements supérieurs à 50mDT font l'objet d'une évaluation cas par cas. Les provisions constituées sur ces engagements sont déterminées en tenant compte des garanties admises ainsi que des agios et intérêts réservés.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue conformément aux taux ci-après :

Classe	Taux de la provision
0 & 1	0
2	20%
3	50%
4	100%

Les provisions requises sur les engagements inférieurs à 50mDT sont estimées selon une méthode d'extrapolation en fonction du taux de provisionnement des engagements supérieurs à 50mDT.

3.1.3. Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissés ainsi que les produits courus et non échus, dont l'encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n'est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en intérêts et agios réservés et présentés en soustraction du poste « Créances sur la clientèle ». Ils ne sont constatés en produits que lors de leur encaissement effectif et sont rattachés au résultat de l'exercice d'encaissement.

3.2. Comptabilisation du portefeuille titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la banque est classé en deux catégories : le portefeuille titres commercial et le portefeuille titres d'investissement.

3.2.1. Portefeuille titres commercial et revenus y afférents

Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l'intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

Les titres de placement sont évalués à la fin de l'exercice à leur valeur boursière, la moins value latente fait l'objet de provisions. Les bons de trésor sont évalués à leur coût amorti.

Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.2.2. Portefeuille titres d'investissement et revenus y afférents

Le portefeuille titres d'investissement comprend les titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque.

Sont classés sous cette rubrique :

- Les titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées.
- Les titres à revenu fixe acquis par la banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance.
- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l'Etat Tunisien.
- Les montants placés en fonds gérés chez la société SICAR INVEST.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur prix d'émission.

Les titres sont comptabilisés aux prix d'acquisition tous frais et charges exclus à l'exception des frais d'étude et de conseil engagés par la banque à l'occasion de

l'acquisition. L'acquisition et la cession des titres sont constatées à la date de transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les dividendes encaissés, les plus values de cession réalisées, les revenus sur fonds gérés et les revenus des emprunts obligataires sont présentés dans le poste «revenus du portefeuille d'investissement» au niveau de l'état de résultat.

Les dividendes non encore encaissés, mais ayant fait l'objet d'une décision de distribution, ainsi que les produits sur fonds gérés et emprunts obligataires courus sont également constatés parmi les «revenus du portefeuille d'investissement».

Le portefeuille titres d'investissement fait l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur d'usage des titres à la valeur comptable. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

La valeur d'usage des titres est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres cotés ;
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les titres non cotés.

Les fonds gérés par la SICAR sont constituées des participations effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession. Ces titres sont évalués à la date de clôture par référence à la valeur mathématique de la participation dans les fonds propres de l'entreprise émettrice des titres et

compte tenu des perspectives de recouvrement. Les provisions sont déterminées en appliquant, en fonction de la durée de l'impayé, un coefficient de pondération au risque résiduel calculé en fonction de la valeur mathématique comptable et des garanties reçus.

Les coefficients de provisionnement se présentent comme suit :

- 20% lorsque le retard de paiement dépasse les 3 mois sans excéder les 6 mois ;
- 50% lorsque le retard de paiement dépasse les 6 mois sans excéder les 12 mois ;
- 100% lorsque le retard de paiement dépasse les 12 mois.

3.3. Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- dépôts à vue et comptes d'épargne dont les charges d'intérêts sont calculées et constatées trimestriellement ;
- placements à terme de la clientèle, qu'ils soient post comptés ou pré comptés dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.4. Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférentes

Les lignes de crédits extérieurs sont constatées en hors bilan lors de la signature des conventions, puis constatées au passif, converties au cours de change à la date du déblocage, au fur et à mesure des appels de fonds.

Les intérêts sur les emprunts sont constatés en charges de l'exercice au dur et à mesure qu'ils sont courus.

Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par une police d'assurance contractée auprès de la compagnie TUNIS RE.

3.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les comptes libellés en devises étrangères sont réévalués en fin de l'exercice et sont présentés sur les états financiers au cours de change en vigueur à la date du 31 Décembre.

3.6. Rachat des actions propres

Conformément à la norme comptable NC 02 relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées en soustraction des capitaux propres. Ces actions sont celles achetées directement par la banque ou à travers les fonds gérés déposés auprès de la société SICAR INVEST.

- Les plus ou moins values réalisées sur les actions propres rachetées sont imputées directement sur les capitaux propres.

- Les dividendes perçus sur les actions propres sont portés au compte « Résultats reportés ».

3.7. Engagements sur titres

Les bons de trésor cédés à la clientèle étaient présentés dans le poste HB5-b « Autres engagements sur titres ». En absence d'un engagement ferme de rachat, la banque ne présente plus ce montant parmi ses engagements hors bilan.

3.8. Reclassements au niveau de certains postes des états financiers

Certains postes des états financiers arrêtés au 31.12.2006 ont été retraités pour tenir compte des reclassements suivants :

Libellés	Ancien poste		Nouveau poste	31.12.2006
Compte BTS	PA3A	PA2		3 431
Participation avec engagement de rétrocession nette	AC3	AC5		3 185
Opérations de SWAP	AC2	AC7A		5 445
Opérations de SWAP	PA2	AC7A		-5 438
Intérêts à servir sur dépôts à terme en devises	PA2	PA3B		380
Commissions sur lignes extérieures	CH2	CH1D		5 063
Frais de gestion des comptes des correspondants étrangers	CH1A	CH2		191
Commissions sur BBE, fonds gérés, opérations boursières, SWIFT et divers	CH1D	CH2		529
Frais de domiciliation et admission à la cote de la BVMT	CH1D	CH7		52
Commissions sur engagements	PR2	PR1C		6 688
Commissions sur cartes monétiques	PR7	PR2		951
Jetons de présence perçus	PR4	PR7		199
Déficits de caisse	CH1D	PR8 /CH9		-22
Billets de banques étrangers en cours d'affectation	AC7A	AC1		5 295
Chèques de voyages en cours d'affectation	AC7A	AC1		32
Compte inter contentieux	AC7A	AC3B		53
Commission à percevoir sur prêt FOPRODI & FONAPRA	AC3B	AC7A		117
Etat intérêt à percevoir sur dettes des entreprises publiques	AC3C	AC5		36
Avances au personnel d'exploitation	AC7A	AC7B		4
Revenus titres de placement	PR4	PR3		9
Intérêt à servir sur emprunt BNA	PA5B	PA4A		193
Compensation virements reçus	AC7A	PA5B		2 108
Prélèvements reçus à compenser	AC7A	PA5B		21 087
Effets de transactions escomptées à télé compenser à régulariser	AC3B	AC7A		4 162
Effets de transactions escomptées à télé compenser BNA/BNA à régulariser	AC3B	AC7A		3 689

4. Notes sur les postes des états financiers

4.1- Notes sur les postes du bilan :

4.1.1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé

70.004 mDT au 31.12.2007 contre 133.768 mDT au 31.12.2006, soit une diminution de 63.764 mDT due essentiellement à la baisse des avoirs auprès de la BCT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Avoirs en caisse en dinars	38 053	30 569
Avoirs en caisse en devises	13 122	10 113
Avoirs auprès de la BCT en dinars	13 433	87 832
Avoirs auprès de la BCT en devises	3 550	4 562
Avoirs auprès du CCP	1 846	692
TOTAL	70 004	133 768

4.1.2- Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers sont passées de 180.306 mDT au 31.12.2006 à 198.391 mDT au 31.12.2007, soit une hausse de 18.085 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste ainsi que leurs soldes se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
a - Créances sur les établissements bancaires	198 391	174 662
* Comptes a vue	27 053	13 577
* Prêts sur le marché monétaire dinars	49 084	18 200
* Prêts sur le marché monétaire devises	120 886	140 981
* Prêts syndiqués	-	1 031
* Intérêts à percevoir	1 368	873
b - Créances sur les établissements financiers	-	5 644
* Comptes a vue	-	5 644
TOTAL	198 391	180 306

4.1.3- Créances sur la clientèle

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 31.12.2007 à 3.881.073 mDT contre 3.335.197mDT au 31.12.2006, enregistrant une augmentation de 545.876 mDT, soit un taux d'accroissement de 16,4 %. La structure de ces créances par nature se présente comme suit :

	Encours brut en principal	Créances rattachées	Produits constatés d'avance	Provisions	Intérêts et agios réservés	Encours net
Engagements agricoles	592 786	273 960	-1 314		-269 592	595 840
Comptes débiteurs	15 210					15 210
Autres concours à la clientèle	276 979	42 933	-1 314		-40 536	278 062
Crédits sur ressources spéciales	300 597	231 027			-229 056	302 568
Engagements commerciaux et industriels	3 535 518	62 233	-18 619		-78 683	3 500 449
Comptes débiteurs	560 347	17 376			-26 587	551 136
Autres concours à la clientèle	2 735 716	33 548	-18 619		-43 213	2 707 432
Crédits sur ressources spéciales	239 455	11 309			-8 883	241 881
Comptes courants associés	426					426
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	29 434					29 434
Provisions				-245 076		-245 076
TOTAL au 31.12.2007	4 158 164	336 193	-19 933	-245 076	-348 275	3 881 073
TOTAL au 31.12.2006	3 563 676	311 356	-28 822	-191 549	-319 464	3 335 197

Les dotations aux provisions sur les créances constituées au titre de l'année 2007 se sont élevées à 99.343 mD contre 81.640 mD durant l'année 2006.

4.1.4- Portefeuille titres commercial

L'encours total du portefeuille titres commercial de la banque a atteint 384.390 mD au 31.12.2007 contre 341.748 mD au 31.12.2006, soit une augmentation de 42.642 mDT. Cette évolution s'explique essentiellement par la progression des bons de trésor détenus par la banque qui sont passés de 344.078 mD au 31.12.2006 à 393.198 mD au 31.12.2007.

Le portefeuille titres commercial détenu par la banque se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Titres à revenu variable	440	358
Titres cotés	497	426
Provisions sur titres	-57	-68
Titres à revenu fixe	383 950	341 390
Bons du trésor	393 198	344 078
Créances et dettes rattachées	-9 248	-2 688
Total Net	384 390	341 748

4.1.5- Portefeuille titres d'investissement

Les titres d'investissement de la banque ont totalisé 306.309 mDT au 31.12.2007 contre 316.433 mDT au 31.12.2006.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit :

Libellé	Titres de participation	Autres Titres d'investissement	Fonds gérés	Dettes des Entreprises Publiques	Participation avec engagement de rétrocession	Total au 31/12/2007
Valeur brute au 31 Décembre 2007	97 525	2 200	37 057	186 436	3 761	326 979
Valeur au 1er janvier	91 569	5 050	32 857	197 664	4 900	332 040
Acquisitions	3 546		5 000			8 546
Cessions	-2 590					-2 590
Conversion de créances	5 000					5 000
Remboursements		-2 850	-1 097	-11 228	-800	-15 975
Cession actions propres			446			446
Moins value sur cession actions propres			-149			-149
Intérêts réservés					-339	-339
Créances rattachées	2	105	1 776			1 883
Provisions au 31 Décembre 2007	-14 512		-6 725		-1 316	-22 553
Provisions au 1er janvier	-10 178		-5 241		-1 715	-17 134
Dotations de l'exercice	-4 627		-1 611			-6 238
Reprises de provisions	293		127		399	819
Valeur nette au 31 Décembre 2007	83 015	2 305	32 108	186 436	2 445	306 309
Valeur nette au 31 Décembre 2006	81 405	5 249	28 930	197 664	3 185	316 433

Les autres titres d'investissement détenus par la banque sont composés des souscriptions en emprunts obligataires.

Il y a lieu de noter que par rapport aux notes présentées au 31.12.2006, un montant de 1.100 représentant des certificats d'investissement a été transféré de la rubrique «autres titres d'investissement» à la rubrique «titres de participation».

La répartition des titres de participation de la banque en titres cotés, titres non cotés et participations dans les OPCVM se présente comme suit :

Libellé	31/12/2007	31.12.2006
Titres cotés	35 932	37 642
Titres non cotés	60 994	53 328
Titres des OPCVM	599	599
Total	97 525	91 569

Les provisions sur les titres de participation sont passées de 10.178 mDT au 31.12.2006 à 14.512 mDT au 31.12.2007 suite à l'affectation durant l'année 2007 d'une dotation supplémentaire de provisions de 4.627 mDT et la constatation de reprises pour un montant de 293 mDT.

Les fonds gérés de la banque confiés à la société SICAR INVEST se détaillent au 31.12.2007 comme suit :

Libellé	Année d'affectation	Montant initial	Remboursements	Moins valeurs / cession actions propres	Actions propres	Solde au 31.12.2007
Fonds géré 1	1997	4 500	-1 833	-187		2 480
Fonds géré 2	1997	2 057	-480	-239		1 338
Fonds géré 3	1998	5 550	-2 110	-1 170		2 270
Fonds géré 4	1999	7 350	-1 321			6 029
Fonds géré 5	2000	7 000	-1 008	-4	-375	5 613
Fonds géré 6	2001	7 000			-1 121	5 879
Fonds géré 7	2002	5 000			-409	4 591
Fonds géré 8	2003	3 500			-743	2 757
Fonds géré 9	2005	1 500			-400	1 100
Fonds géré 10	2006	5 000				5 000
TOTAL		48 457	-6 752	-1 600	-3 048	37 057

L'encours des provisions sur les fonds gérés s'est élevé au 31.12.2007 à 6.725 mDT, soit une enveloppe supplémentaire nette de 1.484 mDT par rapport au 31.12.2006.

4.1.6- Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont évaluées à leur coût d'acquisition historique comprenant tout frais et taxes non récupérables par la banque.

Ces immobilisations sont amorties selon les modes et taux suivants :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	Linéaire	33%
Matériel informatique	Linéaire	15%
Immeubles d'exploitation	Linéaire	2%
Frais d'agencement	Linéaire	10%
Mobilier de bureau	Linéaire	10%
Matériel roulant	Linéaire	20%
Coffres forts	Linéaire	3%

La valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles, au 31.12.2007 se présente comme suit :

Libellé	31/12/2006	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Affectation interne	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	3 781	449			4 230
* Logiciels	3 781	449			4 230
Amortissements	-2 417	-736			-3 153
* Logiciels	-2 417	-736			-3 153
Total net (1)	1 364	-287			1 077
Immobilisations corporelles	109 454	4 193	-7 434	155	106 368
* Terrains	5 078				5 078
* Constructions	50 811	180	-6 518	419	44 892
* Agencement, aménagement et installation	20 253	349	-345	558	20 815
* Matériel de transport	1 430	179	-146		1 463
* Mobiliers, matériel de bureau	29 396	472	-425	2 296	31 739
* Immobilisations en cours	1 008	1 669		-715	1 962
* Mobiliers, matériel de bureau en stocks	164	923		-914	173
* Avance sur achat Mobiliers, matériel de bureau	1 314	421		-1 489	246
Amortissements	-56 788	-4 032	1 922		-58 898
* Constructions	-16 979	-1 189	1 303		-16 865
* Agencement, aménagement et installation	-15 607	-1 044	53		-16 598
* Matériel de transport	-1 333	-50	146		-1 237
* Mobiliers, matériel de bureau	-22 869	-1 749	420		-24 198
Total net (2)	52 666	161	-5 512	155	47 470
Total général (1) + (2)	54 030	-126	-5 512	155	48 547

4.1.7- Autres actifs

Les autres postes d'actifs de la banque ont totalisé 162.946 mDT au 31.12.2007 contre 148.040 mDT au 31.12.2006 :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Comptes de régularisation actif	126 762	116 595
* Débiteurs divers	5 825	26 192
* Etat, impôts & taxes	2 452	1 496
* Commissions de gestion à percevoir	4 310	6 228
* Ajustements devises	5 481	775
* Autres comptes	108 694	81 898
* SWAPS devises	-	6
Autres	36 184	31 445
* Prêts au personnel	31 688	28 837
* Charges reportées	132	153
* Stock cartes de retrait	99	77
* Dotations timbres postes	24	24
* Dotations timbres fiscaux	5	5
* Dotations timbres spéciaux de voyage	71	52
* Dépôts et cautionnements	151	151
* Autres comptes	3 489	2 146
* BTA Prime à amortir	525	-
TOTAL	162 946	148 040

4.1.8- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Ce poste a atteint 234.775 mDT au 31.12.2007 contre 34.680 mDT au 31.12.2006 enregistrant un accroissement de 200.095 mDT résultant de l'augmentation des emprunts sur le marché monétaire. Il se détaille comme suit :

Décomposition par nature de poste	31/12/2007	31/12/2006
* Dépôts & avoirs des établissements bancaires	234 515	27 997
* Dépôts & avoirs des établissements financiers	260	6 683
Total	234 775	34 680
Décomposition par nature de compte		
* Comptes a vue	30 318	28 677
* Emprunts sur marché monétaire dinars	203 200	6 000
* Emprunts sur marché monétaire devises	1 071	-
* Intérêts à payer	186	3
Total	234 775	34 680

4.1.9- Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 3.630.123 mDT au 31.12.2007 contre 3.298.386 mDT au 31.12.2006, enregistrant une augmentation de 331.737 mDT, soit un taux d'accroissement de 10,1 %. Ces dépôts se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Dépôts en dinars	3 298 265	2 990 212
Dépôts a vue	717 002	613 961
Dépôts d'épargne	1 248 505	1 182 683
Bons de caisse	135 416	131 940
Comptes à terme	208 713	198 114
Comptes spéciaux de placement	870 471	751 168
Autres sommes dues à la clientèle	118 158	112 346
Dépôts en devises	302 082	274 782
Dépôts a vue	154 392	131 882
Bons de caisse	8 022	7 135
Comptes à terme	34 673	36 019
Comptes de placement	99 467	99 238
Autres sommes dues à la clientèle	5 528	508
Dettes rattachées	29 776	33 392
Intérêts à payer sur dépôts a vue	922	802
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	597	380
Intérêts à payer sur comptes d'épargne, Bons de Caisse, CAT & autres produits financiers	34 841	39 504
Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & comptes spéciaux de placement	-6 584	-7 294
Total	3 630 123	3 298 386

4.1.10- Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales de la banque ont totalisé 609.723 mD au 31.12.2007 contre 626.707 mD au 31.12.2006 et se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts obligataires	586	585
Emprunt ABC Bahrein	43 156	64 735
Ressources spéciales	558 995	553 475
Intérêts à payer	6 986	7 912
Total	609 723	626 707

4.1.11- Autres passifs

Les autres postes de passif totalisent 184.890 mDT au 31.12.2007 contre 183.895 mDT au 31.12.2006. Leur détail se présente comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Etat, impôts et taxes	7 869	2 230
Impôts sur les sociétés	1 445	2 676
Organismes sociaux	16 647	15 954
Créditeurs divers	28 786	29 763
Autres comptes de régularisation passif	125 537	128 884
Comptes d'ajustement devises	127	2 158
SWAPS devises	40	-
Provisions pour passifs et charges	4 439	2 230
TOTAL	184 890	183 895

4.1.12- Capitaux propres

Les capitaux propres bruts (avant déduction du rachat par la banque de ses actions propres) ont totalisé 390.302 mDT au 31.12.2007 contre 369.447 mDT au 31.12.2006. Les mouvements des capitaux propres au cours de l'exercice 2007 se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Affectation du résultat 2006	Autres mouvements	Solde au 31/12/2007
Capital social	100 000			100 000
Dotation de l'Etat	133 000			133 000
Réserves légales	10 000			10 000
Réserves extraordinaires	17 377	800	-126	18 051
Réserves à régime spécial	11 990	1 713		13 703
Réserves pour réinvestissements exonérés	16 853	5 734		22 587
Primes d'émission et de fusion	35 077			35 077
Réserves pour fonds social	28 642	250	767	29 659
Résultats reportés avant répartition	185	-185		0
Résultats reportés après répartition		11	108	119
Résultat net de l'exercice	16 323	-16 323	28 106	28 106
TOTAL	369 447	-8 000	28 855	390 302

Conformément aux termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la dotation de l'Etat de 133.000 mDT est non remboursable jusqu'à rétablissement de l'équilibre financier de la Banque.

Parmi les autres mouvements, figurent les moins values nettes constatées suite à la cession d'une partie des actions propres (- 126 mDT) et les intérêts perçus sur les prêts accordés sur le fonds social (767 mDT).

4.1.13- Actions propres

Les actions propres détenues par la banque ont atteint 3.446 mDT au 31.12.2007 contre 3.596 mDT au 31.12.2006. Les cessions opérées durant l'année 2007 ont dégagé une moins value nette de 126 mDT.

Libellé	Solde au 31/12/2006	Acquisitions	Cessions	Solde au 31/12/2007
Actions propres rachetées directement	-102	-463	167	-398
Actions propres rachetées à travers les fonds gérés	-3 494		446	-3 048
TOTAL	-3 596	-463	613	-3 446

4.2- Notes sur les engagements hors bilan

4.2.1- Cautions, avals et autres garanties données

Ce poste a totalisé 660.603 mDT au 31.12.2007 contre 752.784 mDT au 31.12.2006. Il est composé comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
a- En faveur d'établissements bancaires	67 972	147 339
Effets endossés	-	77 000
Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers	67 972	70 339
b - En faveur de la clientèle	432 631	445 445
Débiteurs par avals et acceptations	39 050	40 969
Débiteurs par lettres de garanties	48 924	74 167
Débiteurs par obligations cautionnées	8 179	8 947
Débiteurs par cautions fiscales	39 651	31 992
Débiteurs par cautions sur marchés publics	142 785	129 003
Avals emprunts obligataires	17 104	19 242
Avals billets de trésorerie	136 800	141 050
Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office	138	75
c - En faveur de l'état	160 000	160 000
Créances budgétaires transférées par l'Etat	160 000	160 000
Total	660 603	752 784

4.2.2- Garanties reçues (HB7)

Le poste «garanties reçues» est constitué au 31.12.2007 des éléments suivants :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Garanties reçues de l'Etat	167 472	114 304
Garanties reçues de la clientèle	311 536	313 216
Total	479 008	427 520

4.3- Notes sur l'état de résultat

4.3.1- Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 261.264 mDT au 31.12.2007 contre 235.948 mDT au 31.12.2006, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 10,7 %. Leur ventilation se présente comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	11 241	12 792
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en dinars	3 835	6 273
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en devises	6 735	6 126
Intérêts sur prêts syndiqués	36	91
Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers	468	302
Gains/ Report sur opérations de SWAPS	167	-
Opérations avec la clientèle	237 901	211 865
Agios sur comptes débiteurs de la clientèle	45 415	38 804
Intérêts sur crédits à la clientèle	192 486	173 061
Autres intérêts et revenus assimilés	12 122	11 291
Total	261 264	235 948

4.3.2- Commissions perçues

Les commissions perçues par la banque ont totalisé 43.335 mDT au 31.12.2007 contre 41.494 mDT au 31.12.2006. Elles sont ventilées comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Commissions sur opérations de chèques, effets, virements et tenue de comptes	20 966	19 296
Commissions sur opérations monétique	2 342	1 665
Commissions sur opérations de change	4 027	4 276
Commissions sur opérations de commerce extérieur	1 497	1 243
Commissions sur location de coffre-fort	19	19
Commissions d'études, de montage de financement, de conseil et d'assistance	7 503	7 342
Commissions de gestion des fonds budgétaires & extérieurs	2 116	3 356
Commissions sur avals billets de trésorerie	399	516
Commissions diverses	4 466	3 781
Total	43 335	41 494

4.3.3- Gains sur portefeuille commercial et opérations financières

Ce poste a atteint 27.148 mDT au 31.12.2007 contre 21.417 mDT au 31.12.2006, soit une augmentation de 5.731 mDT due essentiellement à l'accroissement des intérêts nets perçus sur les placements en bons de trésor qui sont passés de 17.715 mDT au 31.12.2006 à 23.452 mDT au 31.12.2007.

Ces gains se ventilent au 31.12.2007 comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Gains nets (ou pertes nettes) sur titres de placement	23 480	17 739
Intérêts nets sur Bons du Trésor (+)	23 452	17 715
Dividendes & revenus assimilés (+)	17	9
Reprises sur provisions pour dépréciation des titres de placement (+)	21	34
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement (-)	-	-19
Pertes sur titres de placement (-)	-10	-
Gains nets (ou pertes nettes) sur opérations de change	3 668	3 678
Solde positif / négatif de réévaluation des positions de change	-181	155
Résultat positif / négatif sur opérations de change	3 849	3 814
Annulation intérêts servis sur opérations à terme	-	70
Annulation intérêts perçus sur opérations à terme	-	-361
Total	27 148	21 417

4.3.4- Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 8.776 mDT au 31.12.2007 contre 8.329 mDT au 31.12.2006, soit une évolution de 5,4 %. Ils sont ventilés comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Revenus des titres de participation	6 641	6 604
Revenus des obligations	256	365
Revenus des fonds gérés	1 879	1 360
Total	8 776	8 329

4.3.5- Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées se sont élevées à 148.066 mDT au 31.12.2007 contre 129.044 mDT au 31.12.2006, soit un accroissement de 14,7 %. Ils sont ventilés comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	3 385	633
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en dinars	2 823	175
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en devises	74	85
Intérêts sur autres comptes des établissements bancaires et financiers	488	373
Opérations avec la clientèle	123 770	106 054
Intérêts sur comptes à vue	6 843	5 304
Intérêts sur comptes d'épargne	44 870	40 245
Intérêts sur bons de caisse, comptes à terme et autres produits financiers	72 057	60 505
Emprunts	16 272	17 293
Autres intérêts et charges	4 639	5 064
TOTAL	148 066	129 044

4.3.6- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passifs

Ce poste a atteint 80.371 mDT au 31.12.2007 contre 60.500 mDT au 31.12.2006, soit une augmentation de 19.871 mDT. Il se présente au 31.12.2007 comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Dotations aux provisions pour créances douteuses	-99 343	-81 640
Créances cédées ou passées par pertes	-17 680	-35 600
Reprises sur provisions pour créances douteuses, engagements hors bilan et pour passif	45 966	54 159
Dotations aux provisions pour risques divers	-9 341	-1 035
Reprises sur provisions diverses	-	2 500
Sommes recouvrées au titre des créances passées par pertes	27	29
Reprise agios réservés sur créances cédées	-	1 087
TOTAL	-80 371	-60 500

4.3.7- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement (PR6/CH5)

Ce poste a totalisé 20.890 mDT au 31.12.2007 contre 2.775 mDT au 31.12.2006 et se présente comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-4 627	-1 836
Dotations aux provisions pour fonds gérés	-1 611	-
Plus values de cession du portefeuille d'investissement	26 589	1 714
Pertes exceptionnelles sur portefeuille d'investissement	-280	-9 752
Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	692	12 649
Reprises sur provisions pour fonds gérés	127	-
Total	20 890	2 775

Le montant de 26.589 mDT compris dans ce poste provient de la plus value réalisée par la banque suite à la cession de sa participation dans le capital de la société MAGASIN GENERAL.

4.3.8- Frais du personnel

Les frais du personnel se sont élevés au 31.12.2007 à 78.605 mDT contre 75.865 mDT au 31.12.2006, et sont composés comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Salaires	59 079	58 352
Charges sociales et fiscales	15 346	14 556
Autres charges du personnel	4 180	2 957
Total	78 605	75 865

Il est à noter qu'en concrétisation de sa politique de départs volontaires à la retraite, la banque a versé durant l'année 2007 des indemnités de départ totalisant 739 mDT contre 2.411 mDT l'année précédente.

4.4- Note sur l'état des flux de trésorerie

4.4.1- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont totalisé 333.857 mDT au 31.12.2007 contre 567.601 mDT au 31.12.2006. Les placements en BTA et BTC, présentés en portefeuille titres commercial, sont considérés comme des équivalents de liquidités.

Elles se décomposent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	64 712	133 765
Banques et organismes spécialisés	-3 264	-9 455
Placements / Emprunts sur Marché Monétaire	-97 234	113 315
Bons du trésor	369 643	329 976
Total	333 857	567 601

Il est à noter que suite aux reclassements opérés au niveau de certains postes du bilan et de l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie a été retraité en conséquence.

Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les Etats Financiers individuels

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de la «BANQUE NATIONALE AGRICOLE» arrêtés au 31 Décembre 2007, tels qu'ils sont annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications spécifiques prévues par la Loi et les Normes Professionnelles.

I - Opinion sur les états financiers

Nous avons audité les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE - (BNA) » arrêtés au 31 Décembre 2007. Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la banque. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie ainsi qu'aux termes de référence pour l'audit des comptes objet de la note de la « BANQUE CENTRALE DE TUNISIE (BCT) » n° 93-23 du 30 Juillet 1993. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que

l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

Les états financiers ci-joints, couvrant la période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2007, font apparaître un total bilan net de 5 051,7 Millions de Dinars et un bénéfice net de 28,1 Millions de Dinars. Ce résultat est arrêté compte tenu :

- d'une plus-value sur cession des titres de 26,6 Millions de Dinars ;
- d'une dotation aux provisions nette et résultat des corrections de valeurs de 80,4 Millions de Dinars ;
- d'un impôt sur les sociétés de 1,4 Million de Dinars.

Sur la base des diligences accomplies et à notre avis, les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » ainsi que les résultats de ses opérations et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 Décembre 2007 conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes

internationales d'audit applicables en Tunisie.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé ou pris connaissance d'incohérences significatives dans les informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice, pouvant contredire les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007.

Dans le cadre de notre audit et en application de l'article 3 (Nouveau) de la Loi n° 94-117, portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par les textes subséquents, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Il nous a été permis, à travers cet examen, de déceler certaines insuffisances au niveau du système d'information et de contrôle interne de la banque.

Par ailleurs, et en application des dispositions de l'article 19 du Décret n° 2001-2728 du 20 Novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » à la réglementation en vigueur.

En outre, la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » a procédé, au cours des exercices antérieurs au rachat d'une partie

de ses actions propres à travers les fonds donnés en gestion pour un montant net s'élevant, au 31 Décembre 2007, à 3 048 mDT. Cette situation est en cours de régularisation, conformément à l'article 19 de Loi n°99-92 du 17 Août 1999 relative à la relance du marché financier.

Tunis, le 15 Mai 2008

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ CMC – DFK International

Chérif BEN ZINA

P/ GAC – CPA Associates International

Chiheb GHANMI

R a p p o r t
A n n u e l

2007

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

En application des dispositions de l'article 29 de la Loi n°2001-65 du 10 Juillet 2001, relative aux établissements de crédits et des articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les conventions prévues par les dits articles et réalisées ou qui demeurent en vigueur, durant l'exercice 2007.

1. Cession de créances à la société « SOFINREC »

Au cours de l'exercice 2007, la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » a procédé à la cession de créances au profit de la société « SOFINREC », filiale de la banque. Les opérations de cession ont porté sur des créances d'un montant total brut de 30 440 293 Dinars couvertes à concurrence de 14 405 210 Dinars par des provisions et 4 112 801 Dinars par des agios et intérêts réservés. Le prix de cession a été fixé à 12 600 000 Dinars.

2. Fonds gérés par la société « SICAR INVEST »

La « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » a signé avec la filiale « SICAR INVEST » des conventions de gestion de fonds à capital risque. Ces fonds gérés se détaillent comme suit :

Libellé	Montant du Fonds	En Milliers de Dinars Encours du fonds au 31/12/2007
Fonds BNA 1 (1997)	4 500	2 480
Fonds BNA 2 (1998)	2 057	1 338
Fonds BNA 3 (1999)	5 550	2 270
Fonds BNA 4 (2000)	7 350	6 029
Fonds BNA 5 (2000/2001)	7 000	5 988
Fonds BNA 6 (2002)	7 000	7 000
Fonds BNA 7 (2003)	5 000	5 000
Fonds BNA 8 (2004)	3 500	3 500
Fonds BNA 9 (2005/2006)	1 500	1 500
Fonds BNA 10 (2007)	5 000	5 000
Total	48 457	40 105

Les conditions de rémunérations de ces fonds sont résumées comme suit :

- Commission de gestion sur l'encours des fonds confiés de 0,5% avec un plafond de 150 000 Dinars par an.
- Commission de recouvrement de :
 - 0,75% si l'ancienneté de la créance est inférieure à 3 mois,
 - 1,50% si l'ancienneté de la créance est comprise entre 3 mois et 1 an,
 - 2,50% si l'ancienneté de la créance est supérieure à 1 an.
- Commission de 3% sur les produits perçus.

3. Conventions de dépositaire de titres et de fonds

En vertu des conventions de dépositaire conclues avec la « SICAV PLACEMENT OBLIGATAIRE », la « SICAV BNA » et la « BNA-CAPITAUX », la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » assure la mission de dépositaire des titres et fonds. En rémunération de ces prestations, la banque perçoit les

commissions suivantes :

- « SICAV PLACEMENT OBLIGATAIRE » : 0,25% Hors Taxes du montant de l'actif net ;
- « SICAV BNA » : 1 000 Dinars Hors Taxes annuellement ;
- « BNAC CONFIANCE FCP » : 0,1% TTC du montant de l'actif net et versées trimestriellement.

4. Convention de tenue du registre des actionnaires et des services annexes

En 2007, il a été procédé à la mise à jour de la convention entre la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » et la « BNA-CAPITAUX » portant sur :

- La tenue du registre des actionnaires et des services annexes et en contre partie des quels la « BNA-CAPITAUX » perçoit une rétribution forfaitaire s'élevant à 50 000 Dinars pour l'exercice 2007, ramenée à 40 000 Dinars en 2008 et à 30 000 Dinars en 2009 ;
- La gestion du portefeuille pour le compte de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » et pour laquelle la « BNA-CAPITAUX » perçoit :

- Une commission sur transaction boursière de 0,4% du montant de la transaction,

- Une commission sur encaissement de coupons de 0,2% du montant du coupon,

- Des frais de tenue de compte de 0,075% du montant du portefeuille des valeurs mobilières mouvementées avec un maximum de 2 500 Dinars par valeur.

• La gestion du portefeuille pour le compte des clients de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » et pour laquelle la « BNA-CAPITAUX » sera rémunérée conformément à la tarification de cette dernière affichée au public. Pour les opérations boursières passant par le réseau « BNA », il a été convenu de partager à part égale les commissions de transaction y afférentes entre la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » et la « BNA-CAPITAUX ».

5. Opérations réalisées avec la société « TUNISIE INFORMATIQUE SERVICES »

Le montant des achats d'équipements, de consommables informatiques et des prestations de services auprès de la société « TUNISIE INFORMATIQUE SERVICES » s'élève, au titre de l'exercice 2007, à 1 375 742 Dinars contre 1 688 331 Dinars en 2006.

6. Contrat de location conclu avec la « BNA-CAPITAUX »

Au cours de l'exercice 2007, la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » a loué à la « BNA-

CAPITAUX » un local à usage commercial. Cette location s'étale sur une période d'une année (renouvelable) à partir du 1er Juillet 2007. Le loyer annuel s'élève à 4 200 Dinars hors taxes et subira une augmentation annuelle de 5% à compter du 1er Juillet 2008.

Tunis, le 15 Mai 2008

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ CMC – DFK International

Chérif BEN ZINA

P/ GAC – CPA Associates International

Chiheb GHANMI

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 06 juin 2008

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture :

- des rapports du Conseil d'Administration, sur l'activité et les états financiers individuels de la B.N.A, sur l'activité du groupe B.N.A et sur les états financiers consolidés, relatifs à l'exercice 2007,

- et des rapports de Commissariat aux Comptes sur les états financiers individuels de la B.N.A et sur les états financiers consolidés arrêtés au 31.12.2007, prend acte des conclusions des rapports de Commissariat aux Comptes et approuve les rapports du Conseil d'Administration ainsi que les états financiers individuels et consolidés arrêtés au 31.12.2007 tels qu'ils lui sont présentés.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration de leur gestion pour l'exercice 2007.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial de Commissariat

aux Comptes relatif aux opérations visées par les articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales et l'article 29 de la loi n° 2001-65 telle que modifiée par la loi n° 2006-19, prend acte des conclusions dudit rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION :

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, décide de répartir comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice 2007 :

Résultat	28.105.703,620 DT
Report à nouveau de l'exercice 2006	119.200,540 DT
Bénéfice Distribuable	28.224.904,160 DT
Réserves pour réinvestissements exonérés	2.643.000,000 DT
Réserves extraordinaires	17.000.000,000 DT
Fonds Social	500.000,000 DT
Résultat à reporter	81.904,160 DT
Total affectations	20.224.904,160 DT
Reliquat à distribuer	8.000.000,000 DT
Dividendes (8 %)	8.000.000,000 DT

Les dividendes de l'exercice 2007 sont ainsi fixés à 0,400 DT net par action. Ces dividendes seront mis en paiement à compter du 16 Juin 2008.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide, sur proposition du Conseil d'Administration, de loger dans le compte « Report à nouveau » le montant des dividendes provenant des actions BNA acquises conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994, soit 108.502,400 dinars.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la désignation de Messieurs :

- Ali AYDI, en tant qu'administrateur représentant le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydriques en remplacement de Monsieur Abdallah MALLEK,

- Lotfi FRADI, en tant qu'administrateur représentant le Ministère du Développement et de la Coopération internationale en remplacement de Monsieur Mouldi MAAROUFI,

- Mohamed Fadhel ZRELLY, en tant qu'administrateur représentant l'Office des Céréales en remplacement de Monsieur Mohamed Chokri AYACHI,

- Maher ZOUARI, en tant qu'administrateur représentant le Ministère des Finances en remplacement de Monsieur Mohamed Ridha CHALGHOU, M,

- Slaheddine MAKHLOUF, en tant qu'administrateur représentant l'Office du Commerce de Tunisie en remplacement de Monsieur Belgacem NAFTI,

Leur mandat s'achève lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2009.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise le rachat par la Banque de ses actions propres, dans la limite des dispositions prévues par la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994, la loi n° 99-92 du 17 Août 1999 et l'arrêté du Ministre des Finances du 17 Novembre 2000, en vue de réguler le marché.

Elle délègue au Conseil d'Administration le pouvoir de fixer les prix maximum d'achat et minimum de revente, le nombre maximum d'actions à acquérir et le délai dans lequel l'acquisition doit être effectuée et l'autorise d'utiliser les réserves

extraordinaires pour la couverture des moins values pouvant être constatées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la couverture des moins values constatées lors de la cession par la Banque, au cours de l'exercice 2007, de ses actions propres rachetées précédemment dans le cadre des dispositions de la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994, la loi n° 99-92 du 17 Août 1999 et l'arrêté du Ministre des Finances du 17 Novembre 2000 par prélèvements sur les réserves extraordinaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise l'émission par la Banque Nationale Agricole d'un ou plusieurs emprunts obligataires dans la limite d'un montant de

100 millions de dinars et ce, pour la période comprise entre la réunion de la présente Assemblée et celle qui statuera sur les comptes du prochain exercice.

Le Conseil d'Administration est autorisé à fixer le montant et à arrêter les conditions et les modalités de chaque émission.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

NEUVIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant net des jetons de présence, au titre de l'année 2007, à cinq mille dinars (5.000 Dinars) par administrateur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION :

Tous les pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent Procès - Verbal pour faire tout dépôt et publication que besoin sera.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

R a p p o r t
A n n u e l

2007

Activité du groupe B.N.A 2007

Situation financière consolidée

Les états financiers consolidés de la Banque Nationale Agricole ainsi que des sociétés incluses dans son périmètre de consolidation ont fait apparaître, à la fin de l'exercice 2007, les principales indications suivantes :

- Une progression du total du bilan consolidé au taux de 12,4 % pour atteindre 5.324 MD au 31.12.2007 contre 4.735 MD au 31.12.2006.
- un accroissement de 5,0 % de l'encours des capitaux propres, totalisant 389 MD en 2007 contre 371 MD en 2006.
- une baisse de l'encours des participations dans les entreprises mises en équivalence au taux de 10,8 % pour revenir de 19,0 MD au 31.12.2006 à 16,9 MD au 31.12.2007.
- Le total des produits d'exploitation consolidés s'est élevé à 345,5 MD au terme de l'année 2007 contre 311,1 MD en 2006, en hausse de 11,1 %.
- Les charges d'exploitation consolidées ont totalisé 145,8 MD au 31.12.2007 contre 127,9 MD au terme de l'année précédente, soit une progression de 14,0 %.
- Le produit net bancaire consolidé a enregistré une augmentation de 9,0 % se situant à 199,6 MD en 2007 contre 183,2 MD en 2006.
- Les charges de fonctionnement se sont élevées à 137,2 MD en 2007 contre 138,4 MD en 2006, soit une baisse de 0,9 %.
- La quote-part du groupe dans le résultat des entreprises mises en équivalence est passée de - 2.604 mD au 31.12.2006 à - 2.068 mD à fin 2007.
- Le résultat net consolidé au titre de l'exercice 2007 a atteint 25,704 MD dont 21,114 MD au titre de la contribution positive de la BNA, société consolidante, 1,993 MD au titre de celle de la SO.FIN.REC et 1,030 MD au titre de celle de la BNA-CAPITAUX.

Il y a lieu de noter que, comparativement au 31.12.2006, le résultat net consolidé a enregistré une augmentation en volume de 14,7 MD s'expliquant principalement par l'augmentation de la contribution positive de la B.N.A, société consolidante, d'un montant de 14,0 MD et de SO.FIN.REC d'un montant de 0,5 MD, par la baisse de celle de la BNA-CAPITAUX pour un montant de 0,5 MD et par une contribution positive de la Société Immobilière S.I.V.I.A de 0,3 MD en 2007 contre une contribution négative du même montant en 2006.

Le périmètre de consolidation

PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31/12/2007

Dénomination	Activité	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
B.N.A	Services financiers	100,00%	97,97%
<i>Rue Hédi Nouira - Tunis</i>			
Entreprises intégrées globalement			
Société d'Investissement en Valeurs Mobilières « SOIVM-SICAF »	Services financiers	87,50%	64,69%
<i>Rue Hédi Nouira – Tunis</i>			
Société d'Invest. à Capital Variable « SICAV–BNA »	Services financiers	22,87%	20,19%
<i>Immeuble Ennouzha – Cité Ennasim – Montplaisir – Tunis</i>			
Société BNA–Capitaux	Services financiers	100,00%	97,41%
<i>Rue 8301 Immeuble Ennouzha - Montplaisir – Tunis</i>			
Société d'Invest. à Capital Variable « Placement Obligataire-SICAV »	Services financiers	0,10%	0,07%
<i>Rue Hédi Nouira – Tunis</i>			
Société d'Investissement à Capital Risque « SICAR INVEST »	Services financiers	49,13%	41,30%
<i>67, Avenue Jughurta - Mutuelleville – Tunis</i>			
SIP SICAR	Services financiers	100,00%	35,54%
Société Financière de Recouvrement des Créances « SOFINREC »	Services financiers	100,00%	95,84%
<i>10, Rue Pierre de Coubertin Immeuble de la CIL – 1001 – Tunis.</i>			
SICAF PARTICIPATIONS BNA	Services financiers	100,00%	97,97%
Société « ZIED » SARL	Services financiers	100,00%	32,10%
<i>46, Rue Tarek Ibn Zied - Mutuelleville – Tunis</i>			
Société Immobilière et de Participations « SIMPAR »	Promotion immobilière	42,08%	33,47%
<i>14, Rue Masmouda - Mutuelleville – Tunis</i>			
Société ESSOUKNA	Promotion immobilière	70,56%	23,72%
<i>46, Rue Tarek Ibn Zied - Mutuelleville – Tunis</i>			
Société Immobilière et de Viabilisation « SIVIA »	Promotion immobilière	99,99%	42,01%
<i>8, Rue Saint Fulgence, Notre Dame – Mutuelleville – Tunis</i>			
Société de Promotion Immobilière « EL MEDINA »	Promotion immobilière	99,99%	40,86%
<i>11, Rue Masmouda - Mutuelleville – Tunis</i>			
Société Immobilière « Les Œillets »	Promotion immobilière	100,00%	52,36%
<i>11, Rue El Arbi Zarrouk - Mutuelleville – Tunis</i>			
IFRIKIA	Agriculture	100,00%	38,09%
Tunisie Informatique Services « T.I.S »	Services Informatiques	68,00%	43,60%
<i>6, Place Mohamed Kurd Ali 1005</i>			
<i>El Omrane Tunis – Tunis</i>			
Société Générale d'Etudes, de Supervision et de travaux « SOGEST »	Services	97,74%	44,61%
<i>17, Avenue d'Afrique – El Menzah V – Tunis</i>			
Société d'Etudes et de Prestation de Services « AGRO-SERVICES »	Services	29,90%	29,29%
<i>4, Rue Hassen Ibn Noôman 1002</i>			
<i>Tunis – Belvédère</i>			
Entreprises intégrées par mise en équivalence			
Société SAHARA PALACE	Tourisme	27,08%	26,53%
<i>25, Rue Bellahsen Ben Chaabane - 1005 - El Omrane – Tunis</i>			
Société Tunisienne de Réassurance « TUNISIE-RE »	Services financiers	26,22%	22,18%
<i>Rue 8006 n° 7 Montplaisir – Tunis</i>			
Société « Générale des Ventes »	Commerce	50,00%	48,98%
Société Tunisienne d'Industrie Automobile « STIA »	Industrie	49,99%	48,98%
<i>19, Rue de Turquie – Tunis BP : 1169</i>			

CONTRIBUTION AU RESULTAT CONSOLIDE

U : 1.000 D

Dénomination	Contribution au résultat consolidé 2006	Contribution au résultat consolidé 2007
B.N.A : entreprise consolidante	7 146	21 114
SOFINREC	1 488	1 993
BNA-Capitaux	1 491	1 030
SOIVM-SICAF	408	589
SIVIA	-282	319
ESSOUKNA	197	302
Les Œillets	-140	137
SIMPAR	704	99
SICAR INVEST	-42	82
EL MEDINA	-10	70
T.I.S	34	39
SOGEST	23	13
SICAF PARTICIPATIONS BNA	9	11
SICAV-BNA	11	10
Placement Obligataire-SICAV	9	8
AGRO-SERVICES	-9	3
ZIED	-1	-2
SIP SICAR	8	-4
IFRIKIA	-6	-107
RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE	11 039	25 704

LES FILIALES FINANCIERES

LA BNA CAPITAUX

La BNA Capitaux est une société d'intermédiation en bourse.

Son capital initial est de 2,5 millions de dinars. Il s'élève actuellement à 5 millions de dinars, réparti en 50.000 actions de 100 dinars détenues à hauteur de 99 % par la Banque Nationale Agricole.

L'activité de la société BNA Capitaux porte, essentiellement, sur le courtage en bourse et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et de tout patrimoine, ainsi que la gestion d'OPCVM sous toutes leurs formes.

En 2007, le volume des transactions réalisées par la société BNA-Capitaux a atteint 253.386 mD sur un total de transactions à la bourse de Tunis de 3.471.369 mD, ce qui correspond à une part de marché de 7,3% contre 6,6% en 2006.

Les revenus de la société se sont améliorés de 6% par rapport à 2006, se situant ainsi, à 1.790 mD en 2007. Le résultat net s'est établi à 1.205 mD au 31/12/2007, soit une baisse de 13% et ce, en relation avec le niveau des cours boursiers qui a généré plus de dotations aux provisions et moins de reprises sur provisions par rapport à l'exercice précédent.

LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT EN VALEURS MOBILIERES « SOIVM SICAF »

La SOIVM SICAF a été créée en Juillet 1993 avec un capital initial de 2 millions de dinars.

Il s'élève actuellement à 4 millions de dinars libérés en totalité et divisés en 400.000 actions de 10 dinars chacune.

L'objet de la société est la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres, d'un portefeuille de Valeurs Mobilières.

La participation de la BNA au capital de la société SOIVM SICAF est de 55% soit 2.200 mD.

Les revenus de la société sont constitués des dividendes et des produits de placements. Par conséquent, ils sont fortement liés à la conjoncture économique et boursière.

Ainsi, la SOIVM SICAF a enregistré une hausse des revenus de 2,4 %, passant de 180 mD en 2006 à 185 mD au terme de l'exercice 2007.

Le résultat de l'exercice, bien qu'en baisse de 6 %, demeure à un niveau appréciable, soit + 956 mD correspondant à une rentabilité financière de 22,7% et une situation nette atteignant 5.168 mD pour un capital social de 4.000 mD.

LA SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV

La Société Placement Obligataire Sicav a été créée en septembre 1996 avec un capital initial de 300 mille dinars détenu exclusivement par le groupe BNA. Il s'élève au 31/12/2007 à 245 millions de dinars.

La société Placement Obligataire Sicav a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières au moyen de ses fonds propres à l'exclusion de toutes autres ressources.

Au 31/12/2007, l'actif net de la société Placement Obligataire Sicav a atteint 256.246 mD contre 207.836mD, soit une progression de 23%.

La société Placement Obligataire Sicav a réalisé en 2007 un bénéfice net de 11.150 mD, en accroissement de 20 % par rapport au résultat de l'année précédente, permettant ainsi la distribution d'un dividende de 4,729 dinars par action. Le taux de rendement affiché est de 4,42 %.

LA SICAV BNA

La SICAV BNA est une société d'investissement à capital variable créée en 1993 et ayant pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières acquis au moyen de ses fonds propres.

Son capital initial était de 300 mD, il s'élève au 31.12.2007 à 3.575 mD.

Son actif net a régressé au cours de l'exercice 2007 de 13,33 %, revenant à 2.660 mD contre 3.000 mD en 2006.

De même, le résultat net a diminué de 66,73 %, en passant de 496 mD en 2006 à 165 mD au terme de l'exercice 2007.

C'est ainsi que le résultat distribuable a régressé de 47 %, ce qui s'est traduit par une baisse de la distribution de dividende par action, soit 0,752 D par action au titre de l'exercice 2007.

LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL RISQUE « SICAR INVEST »

La SICAR INVEST est une société d'investissement à capital risque.

Elle a été créée en Mars 1997 avec un capital initial de 2 millions de dinars. Il s'élève actuellement à 8 millions de dinars entièrement libérés.

L'objet de la société d'investissement à capital risque porte essentiellement sur la participation, pour son propre compte ou pour le compte des tiers, au renforcement des fonds propres des entreprises clientes.

Les revenus de la SICAR INVEST sont composés des commissions de gestion des fonds, des commissions d'étude, des produits de placement et des plus values sur rétrocessions. Ces revenus ont connu en 2007, en régression de 10 %, se situant à 842 mD contre 934 mD en 2006.

Les charges d'exploitation, ont également affiché une baisse de 13%, passant de 689 mD à 598 mD.

Ainsi, le résultat net s'est amélioré de 90%, passant de 131 mD en 2006 à 249 mD au titre de l'exercice 2007.

Le total bilan de cette affaire a atteint 63.644 mD au 31.12.2007, enregistrant une hausse de 6,6 % et le portefeuille des immobilisations financières est passé de 38.707 mD en 2006 à 39.373 mD en 2007.

LA SOCIETE D'INVESTISSEMENT À CAPITAL RISQUE « SIP-SICAR »

La SIP - SICAR est une société d'Investissement à Capital Risque créée en 1997 avec un capital initial de 2 millions de dinars. Ce capital a été porté à 3 millions de dinars entièrement libérés.

Les revenus de la SIP - SICAR sont composés des produits de placement et des produits sur portage.

En 2007, les produits d'exploitation ont atteint 274 mD contre 299 mD en 2006 et le résultat d'exploitation demeure négatif, soit -77 mD.

Le résultat net se situe au même niveau que l'exercice précédent, soit 22 mD.

Le poste immobilisations financières qui correspond au portefeuille participations est passé de 2.262 mD en 2006 à 2.760 mD en 2007.

LA SOCIETE FINANCIERE DE RECOUVREMENT DES CREANCES « SO.FIN.RE.C »

La SOFINREC est une société de recouvrement de créances affiliée à la Banque Nationale Agricole. Elle a été créée en avril 2001.

Son capital initial est de 3 millions de dinars, entièrement libéré, divisé en 600.000 actions de valeur nominale égale à 5 dinars chacune et dont 90 % sont détenues par la Banque Nationale Agricole.

Ce capital a été porté à 8 millions de dinars en vue de faire face à de nouvelles acquisitions de créances et de se conformer aux ratios prudentiels relatifs aux sociétés de recouvrement des créances.

L'activité de la SOFINREC porte sur l'acquisition des créances et le recouvrement pour son propre compte et pour le compte des tiers.

L'exercice 2007 a été marqué par une amélioration des recouvrements de 93 %, atteignant 12.002 mD contre 6.210 mD en 2006, permettant ainsi de réaliser un Chiffre d'Affaires de 7.361 mD.

Le résultat d'exploitation s'est, pour sa part, amélioré au taux de 40 %, se situant à 3,5 MD en 2007 contre 2,5 MD au titre de l'exercice précédent. Cette évolution moins rapide que celle des soldes intermédiaires précédents s'explique,

principalement, par l'augmentation des provisions sur créances acquises, passant de 240 mD au 31.12.2006 à 2.742 mD en 2007.

Le résultat net est passé de 363 mD en 2006 à 549 mD au titre de l'exercice 2007, après paiement d'un impôt sur les bénéfices de 650 mD.

En outre, cet exercice a enregistré l'acquisition d'un huitième lot de Créances bancaires de la BNA d'une valeur nominale de 30.440 mD moyennant un prix de 12.600 mD.

LA SOCIETE «SICAF PARTICIPATIONS BNA»

La SICAF PARTICIPATIONS BNA est une société d'investissement à capital fixe créée en décembre 2003, avec un capital social de 500.000 dinars détenu exclusivement par la Banque Nationale Agricole.

Elle est régie par la loi n° 88-92 telle que modifiée par la loi n° 92-113 et complétée par la loi n° 2003-32 relative aux mesures fiscales portant appui aux opérations d'assainissement financier des banques de développement. Cette société est chargée d'acquérir et de gérer le portefeuille titres de participation « non rentable » de la BNA.

Au cours de l'exercice 2007, on a enregistré la liquidation de deux sociétés du portefeuille. Par conséquent, le portefeuille participations de la SPB est composé de 58 sociétés au 31/12/2007.

L'exercice 2007 s'est soldé par un bénéfice net de 11 mD contre 9 mD en 2006.

GROUPE IMMOBILIER

LA SOCIETE IMMOBILIERE ET DE PARTICIPATIONS «SIMPAN»

La SIMPAN a été créée en avril 1973 avec un capital initial de 300 mD.

Ce capital a connu plusieurs augmentations successives. Il s'élève actuellement à 3.000 mD divisés en 600.000 actions.

Au cours de l'exercice 2007, la SIMPAN a réalisé un chiffre d'affaires de 11.375 mD contre 13.040 mD en 2006, soit une baisse de 12,8 %.

L'exercice s'est soldé par un résultat bénéficiaire de 1.573 mD contre 3.242 en 2006, soit une baisse de 51.5%.

SOCIETE ESSOUKNA

La Société ESSOUKNA est une société de promotion immobilière créée en Novembre 1983 avec un capital initial de 800 mD. Il s'élève actuellement à 3.006 mD divisés en 3.006.250 actions de valeur nominale de 1 dinar chacune.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2007 s'élève à 14.468 mD contre 10.524 mD en 2006, soit un accroissement de 37,5 %.

De même, le résultat net a enregistré une progression de

63,5 %, passant de 1.119 mD en 2006 à 1.830 mD en 2007, permettant ainsi de distribuer un dividende de 0,240 D par action.

LA SOCIETE IMMOBILIERE LES CÈILLETS

La Société Immobilière les Cèillets est une société anonyme créée en décembre 1997 avec un capital initial de 150 mD. Il s'élève actuellement à 900 mD.

Son objet initial porte sur la construction de logements pour le compte du personnel de la Banque Nationale Agricole. En 2003, son objet a été étendu à tous les projets immobiliers.

Son chiffre d'affaires a enregistré en 2007 une régression de 50 %, ramené de 3.599 mD à 1.795 mD. De même, son résultat net est passé d'un bénéfice de 44 mD à un déficit de 143 mD.

LA SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE «EL MEDINA »

La société « EL MEDINA » est une société anonyme créée en 1988. Son capital actuel est de 900 mD.

L'activité de la société « EL MEDINA » porte sur l'acquisition et la vente de tous biens immobiliers.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2007 s'établit à 5.183 mD contre 5.149 mD en 2006. La baisse des charges d'exploitation de 8,5 % a permis à la société de dégager un résultat bénéficiaire

de 312 mD contre 231 mD en 2006 et de distribuer des dividendes à un taux de 10 %.

LA SOCIETE IMMOBILIERE ET DE VIABILISATION «SIVIA»

La Société «SIVIA» est une société anonyme créée en Avril 1980 avec un capital initial de 900 mD. Il s'élève actuellement à 1.400 mD. L'activité de la société «SIVIA» porte sur toutes opérations immobilières.

Elle a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 10.647 mD contre 8.478 mD en 2006, soit une évolution de 25,6 %. Il s'en suit une augmentation du résultat net, passant de 585 mD en 2006 à 713 mD en 2007.

Ce résultat a permis la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2007 à un taux de 10 %.

SOCIETES DE SERVICES

LA SOCIETE GENERALE D'ETUDES, DE SUPERVISION ET DE TRAVAUX « SOGEST »

La Société «SOGEST» est une société anonyme créée en décembre 1978.

L'objet de la «SOGEST» porte sur l'engineering conseil comprenant études techniques, surveillance de chantiers, supervision, coordination et contrôle des travaux dans le domaine génie civil et bâtiments.

Le chiffre d'affaires et le résultat net réalisés en 2007 s'élèvent, respectivement, à 806 mD et 126 mD contre 712 mD et 75 mD en 2006.

Les performances de la SOGEST demeurent assez bonnes, lui permettant ainsi de distribuer un dividende de 5,500 dinars par action.

LA SOCIETE D'ETUDES ET DE PRESTATION DE SERVICES « AGRO-SERVICES »

La société d'études et de prestation de services «Agro-Services» est une société anonyme créée en Juin 1991 avec un capital de 200 mD.

La création de la société avait pour but de concourir au développement du secteur de l'agriculture et de la pêche et ce, par la réalisation d'études de faisabilité et la fourniture de l'assistance technique en matière de production et de gestion des exploitations agricoles.

Le chiffre d'affaires 2007 a progressé de 47 % totalisant 2.063 mD contre 1.399 mD en 2006 et l'exercice s'est soldé par un résultat bénéficiaire de 9 mD contre un bénéfice de 30 mD en 2006.

SOCIETE TUNISIE INFORMATIQUES SERVICES «TIS»

La société TIS a été créée en Juin 1991 avec un capital s'élevant à 250 mD.

Elle a pour objet de concourir au développement des secteurs de l'informatique, de la télématique et de la monétique.

Ses revenus, provenant des prestations de services et la vente de matériels, ont enregistré une baisse de 5 %, en revenant de 2.665 mD en 2006 à 2.232 mD au terme de l'exercice 2007.

En revanche, le résultat de l'exercice s'est accru au taux de 333 %, passant ainsi de 27 mD en 2006 à 117 mD en 2007.

Le taux de distribution de dividendes au titre de l'exercice 2007 a été fixé à 12 %.

Etats financiers consolidés au 31.12.2007

BILAN CONSOLIDE

Arrêté au 31 Décembre 2007

(Unité : En Milliers de Dinars)

	Notes	31/12/07	31/12/2006(*)
ACTIF			
Caisse et avoirs auprès de la BC, CCP et TGT		70 010	133 770
Créances sur les établissements bancaires	3	198 921	180 640
Créances sur la clientèle	4	3 815 340	3 274 345
Portefeuille commercial	5	617 285	538 960
Portefeuille d'investissement	6	278 208	292 926
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7	16 943	18 997
Valeurs immobilisées		50 994	57 344
Ecart d'acquisition		68	81
Autres actifs	8	275 792	237 725
Total de l'actif		5 323 561	4 734 788
PASSIF			
Banque centrale, CCP		5 293	3
Dépôts et avoirs des établissements bancaires		234 775	34 679
Dépôts de la clientèle		3 569 281	3 256 026
Emprunts et ressources spéciales		613 889	632 138
Autres passifs	9	220 436	200 910
Total du passif		4 643 674	4 123 756
Intérêts minoritaires		290 604	240 237
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis (20 millions d'actions de VN = 5 DT)		100 000	100 000
Actions propres et d'auto-contrôle	10	(5 935)	(7 582)
Réserves consolidées	11	139 168	136 820
Autres capitaux propres consolidés	12	130 346	130 518
Résultat de l'exercice, part du groupe	13	25 704	11 039
Total des capitaux propres, part du groupe		389 283	370 795
Total passif et capitaux propres		5 323 561	4 734 788

(*) Données retraitées à des fins comparatives

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE

Arrêté au 31 Décembre 2007

(Unité : En Milliers de Dinars)

	31/12/07	31/12/2006 (*)
PASSIFS EVENTUELS		
Cautions, avals et autres garanties données	660 603	752 784
a - En faveur d'établissements bancaires	67 972	147 339
b - En faveur de la clientèle	432 631	445 445
c - En faveur de l'Etat	160 000	160 000
Crédits documentaires	772 806	518 776
a - Débiteurs par accréditifs export devises	282 437	105 281
b - Débiteurs par accréditifs import devises	490 369	413 495
Actifs donnés en garantie	-	-
Total des passifs éventuels	1 433 409	1 271 560
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement donnés	163 256	218 602
a - Crédits notifiés et non utilisés	163 256	218 602
Engagements sur titres	2 537	4 071
a - Participations non libérées	388	531
b - Autres	2 149	3 540
Total des engagements donnés	165 793	222 673
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement reçus	27 514	69 114
Garanties reçues	484 134	427 520

(*) Données retraitées à des fins comparatives

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE

Période du 1er Janvier au 31 Décembre 2007

(Unité : En Milliers de Dinars)

	Notes	31/12/07	31/12/06 ^(*)
Intérêts et revenus assimilés		254 026	228 938
Commissions		43 937	42 216
Gains sur portefeuille commercial et opérations financières		41 331	33 795
Revenus du portefeuille investissement		6 195	6 145
Total des produits d'exploitation bancaire		345 489	311 094
Intérêts encourus et charges assimilées		(144 743)	(126 687)
Commissions encourues		(880)	(1 083)
Pertes sur portefeuille commercial et opérations financières		(224)	(166)
Total des charges d'exploitation bancaire		-145 847	-127 936
Produit net bancaire		199 642	183 158
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et provisions pour passif		(75 387)	(59 625)
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille investissement		20 997	1 242
Autres produits d'exploitation		44 183	48 155
Frais de personnel		(84 824)	(81 787)
Charges générales d'exploitation		(52 367)	(56 597)
Dotations aux provisions et amortissements sur immobilisations		(5 102)	(5 045)
Résultat d'exploitation		47 142	29 501
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	7	(2 068)	(2 604)
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires		1 666	325
Résultat avant impôt		46 740	27 222
Impôt sur les bénéfices	14	(6 837)	(4 637)
Intérêts minoritaires		(14 199)	(11 546)
Résultat de l'exercice, part du groupe		25 704	11 039

(*) Données retraitées à des fins comparatives

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Période du 1er Janvier au 31 Décembre 2007

(Unité : en Milliers de Dinars)

	Notes	31/12/07	31/12/06 ^(*)
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
1- Produits d'exploitation bancaire encaissés		312 239	277 749
2- Charges d'exploitation bancaire décaissées		-151 406	-127 433
3- Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		-21 978	-20 587
4- Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		-598 726	-275 862
5- Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle		315 669	217 368
6- Titres de placement		-36 014	-4 272
7- Sommes versées au personnel et créiteurs divers		-141 366	-116 063
8- Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		24 465	62 358
9- Impôt sur les sociétés		-4 624	-2 108
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		-301 741	11 151
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
1- Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		5 330	6 135
2- Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement		2 205	18 120
3- Acquisitions / cessions sur immobilisations		1 424	-6 414
4- Plus-values sur titres de participations		28 221	5 675
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		37 179	23 515
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
1- Actions propres		-510	2 131
2- Emission d'actions par les filiales		45 627	37 046
3- Emission d'emprunts		-	-
4- Remboursement d'emprunts		-21 578	-21 578
5- Augmentation / diminution des ressources spéciales		5 520	62 223
6- Dividendes versés		-15 611	-14 553
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		13 447	65 268
Effet de la variation du périmètre de consolidation sur les liquidités et les équivalents de liquidités			-1 761
Augmentation nette des liquidités et équivalents de liquidités		-251 115	98 173
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		609 431	511 258
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	16	358 316	609 431

(*) Données retraitées à des fins comparatives

Notes aux Etats Financiers Consolidés

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les comptes consolidés du groupe BNA, présentés en milliers de Dinars, sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie aux établissements de crédit.

ELEMENTS D'APPRECIATION PERMETTANT LA COMPARABILITE

1- En raison de l'influence notable exercée par la BNA sur la société MAGASIN GENERAL, la participation de la Banque au capital de cette dernière a été traitée, en consolidation, par mise en équivalence.

La cession totale des 512.826 actions détenues par la BNA au capital de son entreprise associée, telle qu'intervenue le 18 octobre 2007, a justifié, d'une part, la prise en compte parmi les résultats consolidés de la quote-part de la Banque dans les résultats accumulés par la société MAGASIN GENERAL du 1er janvier jusqu'à la date de cession, soit 130.380 DT, et d'autre part l'ajustement, en consolidation, de

la plus-value de cession constatée par la BNA dans les comptes individuels pour 26.588.700 DT en vue de la ramener à 22.227.525 DT.

2- Certains postes des états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2006 ont été retraités pour tenir compte des reclassements suivants :

Libellé	Ancien poste	Nouveau poste	31 Décembre 2006
Compte BTS	PA3A	PA2	3 431
Participation avec engagement de rétrocession nette	AC3	AC5	3 185
Opérations de SWAP	AC2	AC7A	5 445
Opérations de SWAP	PA2	AC7A	(5 438)
Intérêts à servir sur dépôts à terme en devises	PA2	PA3B	380
Commissions sur lignes extérieures	CH2	CH1D	5 063
Frais de gestion des comptes des correspondants étrangers	CH1A	CH2	191
Commissions sur BBE, fonds gérés, opérations boursières, SWIFT et divers	CH1D	CH2	529
Frais de domiciliation et admission à la cote de la BVMT	CH1D	CH7	52
Commissions sur engagements	PR2	PR1C	6 688
Commissions sur cartes monétiques	PR7	PR2	951
Jetons de présence perçus	PR4	PR7	199
Déficits de caisse	CH1D	PR8 /CH9	(22)
Billets de banques étrangers en cours d'affectation	AC7A	AC1	5 295
Chèques de voyages en cours d'affectation	AC7A	AC1	32
Compte inter contentieux	AC7A	AC3B	53
Commission à percevoir sur prêt FOPRODI & FONAPRA	AC3B	AC7A	117
Etat intérêt à percevoir sur dettes des entreprises publiques	AC3C	AC5	36
Avances au personnel d'exploitation	AC7A	AC7B	4
Revenus titres de placement	PR4	PR3	9
Intérêt à servir sur emprunt BNA	PA5B	PA4A	193
Compensation virements reçus	AC7A	PA5B	2 108
Prélèvements reçus à compenser	AC7A	PA5B	21 087
Effets de transactions escomptées à télé compenser à régulariser	AC3B	AC7A	4 162
Effets de transactions escomptées à télé compenser BNA/BNA à régulariser	AC3B	AC7A	3 689

REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

REGLES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES

- Référentiel d'élaboration des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés relatifs à la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2007 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les normes comptables (NCT 21 à 25) relatives aux établissements bancaires ainsi que les normes (NCT 35 à 39) relatives à la consolidation.

Pour expliquer l'importance des différentes activités au sein du groupe, une information sectorielle, préparée conformément à la norme internationale d'information financière IAS 14, est fournie en note 15.

La fiscalité différée est, par ailleurs, traitée conformément à la norme internationale d'information financière IAS 12.

- Première application de l'intégration globale pour les filiales exerçant une activité dissemblable de celles entités opérant dans le secteur financier

L'ensemble des filiales contrôlées exclusivement par la Banque Nationale Agricole est désormais consolidé par intégration globale, quelque soit leur secteur d'activité.

Les états financiers des entreprises consolidées sont retraités afin de les rendre conformes aux règles de comptabilisation, d'évaluation

et de présentation du groupe BNA. Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités non bancaires ont été maintenus dans les comptes consolidés du groupe BNA.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE SYNTHESE

La présentation des états financiers consolidés du groupe BNA se conforme aux dispositions de la norme NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

Les revenus générés par les filiales n'opérant pas dans le secteur des services financiers figurent parmi les éléments de la rubrique « Autres produits d'exploitation ».

Les actifs autres que les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les passifs des filiales opérant dans le secteur non financier ne sont plus distingués en éléments courants et non courants et sont respectivement présentés sous l'intitulé « Autres actifs » et « Autres passifs ».

PERIMETRE, METHODES ET REGLES DE CONSOLIDATION

PERIMETRE

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes individuels de la Banque Nationale Agricole et de toutes les filiales contrôlées par celle-

ci. A moins que cela ne soit impraticable, les filiales arrêtant leurs comptes en cours d'année avec un décalage de plus de trois mois établissent une situation intermédiaire au 31 décembre, leurs résultats étant déterminés sur une base de douze mois.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entreprises pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation. Tel est le cas des filiales en liquidation ou placées sous le contrôle d'un administrateur judiciaire. La valeur de la participation dans ces entreprises est reprise sous la rubrique "Participations et parts dans les entreprises liées non consolidées".

METHODES DE CONSOLIDATION

- Sociétés consolidées par intégration globale

Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale, y compris les entreprises à structure de comptes différente.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est

en mesure de diriger les politiques financière et opérationnelle de cette filiale afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans l'entreprise consolidée,
- soit de la désignation de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une filiale en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Le contrôle est en outre présumé exister ; dès lors qu'une entreprise détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

La méthode de l'intégration globale a été appliquée conformément à la démarche suivante :

- Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.
- Les opérations réciproques entre sociétés du groupe sont éliminées d'une manière symétrique
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat

du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.

- La valeur comptable de la participation du groupe dans chaque filiale et la quote-part du groupe dans les capitaux propres sont éliminées pour déterminer les réserves consolidées et la part des minoritaires dans les réserves.

Les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale consolidée peuvent être supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale. Cet excédent et toutes les pertes futures relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

- Sociétés consolidées par mise en équivalence

Les entreprises associées sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions

stratégiques, de l'existence d'opérations interentreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise est présumée lorsque le groupe dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de cette entreprise.

La méthode de la mise en équivalence consiste dans les étapes successives suivantes :

- Retraiter les capitaux propres de la société mise en équivalence par élimination des opérations réciproques ayant un impact sur ses résultats ou sur ses réserves.
- Constater la quote-part du groupe dans les capitaux propres de la société mise en équivalence par un poste d'actif sous l'intitulé "Titres mis en équivalence".
- Eliminer la participation du groupe dans la société mise en équivalence par la quote-part du groupe dans les capitaux propres et constater la différence dans le résultat consolidé sous l'intitulé "Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence" en tenant compte des effets sur les réserves consolidées.

La part du groupe dans une entreprise associée est l'agrégation des participations dans cette entreprise associée détenues par la BNA et ses filiales. Pour cet objectif les

participations détenues par les autres entreprises associées du groupe sont ignorées.

Si, selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part de la Banque consolidante dans les résultats déficitaires d'une entreprise associée, est égale ou supérieure à la valeur comptable de la participation, la Banque cesse habituellement de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires sont provisionnées dans la mesure où la Banque a assumé des obligations ou a effectué des paiements pour le compte de l'entreprise mise en équivalence afin de remplir les obligations de cette dernière que la banque a garanties ou pour lesquelles elle s'est engagé par quelque moyen que ce soit.

Si l'entreprise mise en équivalence enregistre ultérieurement des bénéfices, la banque consolidante ne reprend en compte sa quote-part dans ces profits qu'après qu'elle ait dépassé sa quote-part de pertes nettes non prises en compte.

REGLES DE CONSOLIDATION

- Coût d'acquisition des titres, écart d'acquisition et écart d'évaluation

Coût d'acquisition des titres

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré des coûts considérés comme significatifs

directement imputables à l'acquisition, nets de l'économie d'impôts correspondante.

Écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et passifs de l'entreprise acquise, sont amortis linéairement sur une période qui ne peut excéder vingt ans, spécifiquement définie en fonction des conditions particulières à chaque acquisition.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en actif selon le cas, soit en immobilisations incorporelles pour les filiales intégrés globalement, soit en titres mis en équivalence pour les autres entreprises.

Écart d'évaluation

Les écarts d'évaluation correspondant aux différences entre la valeur d'entrée réestimée dans le bilan consolidé des actifs, passifs de l'entreprise acquise et la valeur comptable de ces éléments sont comptabilisés selon les règles communes applicables aux éléments correspondants.

- *Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée*

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus. La

baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise restant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à un amortissement complémentaire de l'écart d'acquisition.

- *Opérations réciproques*

Les comptes réciproques, ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés, sont éliminés lorsqu'ils concernent des entités faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

- *Actions émises par la BNA détenues par le groupe*

Les actions émises par la BNA et acquises avec pour objectif de régulariser les cours ou encore celles qui sont détenues par le groupe sont portées en réduction des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'acquisition ; dans l'hypothèse d'une cession ultérieure de ces titres, le résultat de cession et l'impôt correspondant sont inscrits dans les capitaux propres consolidés.

- *Intégration globale des OPCVM*

A l'exception du retraitement de l'effet des retenues à la source libératoires sur la comptabilisation des revenus sous forme d'intérêts, les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux OPCVM sont maintenus dans les comptes consolidés du groupe BNA.

Les postes constitutifs des OPCVM intégrés globalement sont présentés dans les postes de même nature du bilan, du compte de résultat et du hors-bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants :

Frais de négociation

Les frais occasionnés par les opérations d'achat et de vente de titres détenus par les OPCVM sont directement imputés en capitaux propres. La quote-part revenant au groupe est présentée sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres

Les plus ou moins-values sur titres détenus par les OPCVM qui correspondent au solde de la variation au cours de l'exercice des plus ou moins-values potentielles sont directement imputées en capitaux propres. La quote-part revenant au groupe est présentée sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

Variation des plus (ou moins) values réalisées sur titres

Les plus (ou moins) values sur titres correspondant au résultat réalisé sur les opérations de cession de titres effectuées au cours de l'exercice sont directement imputées en capitaux propres. La quote-part revenant au groupe est présentée sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

AUTRES PRINCIPES COMPTABLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

COMPTABILISATION DES PRETS ET DES REVENUS Y AFFERENTS

• Comptabilisation des prêts auprès de la clientèle

Les engagements de financement et de garantie sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont constatés au bilan au fur et à mesure des débloquages des fonds pour la valeur nominale.

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

• Comptabilisation des revenus sur prêts de la clientèle

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus et comptabilisés dans les comptes de produits au moment du déblocage de ces crédits et font, le cas échéant, l'objet de régularisation en fin de mois, pour la partie non courue.

Les intérêts échus sur crédits à long et moyen terme et relatifs à l'exercice en cours sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement.

Les intérêts échus et non encore encaissés sont constatés en produits réservés et sont déduits du poste « Créances sur la clientèle ». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les agios sur les comptes courants débiteurs relatifs à des engagements classés parmi les classes B2, B3, B4 et B5 sont réservés et présentés, lors de l'arrêté, en déduction des comptes courants débiteurs.

Les agios sur créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

COMPTABILISATION DU PORTEFEUILLE-TITRES ET DES REVENUS Y AFFERENTS

Le portefeuille-titres consolidé est classé en deux catégories. Le portefeuille d'investissement et le portefeuille-titres commercial.

• Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe mais non détenus à des fins de contrôle (titres de participation non consolidés).

- Les titres à revenu fixe acquis par le groupe avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance (titres d'investissement dont

notamment les emprunts obligataires)

- Les titres représentant des participations financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées ainsi qu'il suit :

Titres de participation à caractère durable (non consolidés) :

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission. Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées à la date de transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste « Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par le groupe sont pris en compte en résultat dès leur encaissement.

Titres d'investissement

Les revenus des titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée par leur détention.

Titres représentant des participations-financement

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission. Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les opérations d'acquisition et de cession de titres de participation sont constatées à la date de transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les participations-financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus-values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus-values sont constatées en produits à mesure qu'elles sont courues, lorsque leur encaissement effectif est jugé raisonnablement sûr.

A défaut, elles sont constatées en bloc lors de la cession. Elles sont présentées au niveau de l'état de résultats sous l'intitulé « Revenus du portefeuille titres d'investissement.

• Portefeuille titres commercial :

Le portefeuille titres commercial consolidé se compose des titres à revenu fixe et/ou à revenu variable détenus à des fins de transaction ou de placement.

Les titres émis par l'Etat (bons de trésor) et acquis dans le cadre de l'activité d'intermédiation de la consolidante (titres acquis en vue de leur placement auprès de la

clientèle) sont comptabilisés en titres de transaction. La partie des titres rétrocedée à la clientèle (autres que les filiales intégrées globalement) est présentée de façon compensée en déduction du poste « Titres de transaction ».

Conséquemment, les revenus afférents à ces titres et les charges relatives à leur rétrocession aux clients sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée, et sont présentées d'une manière compensée.

Les titres émis par les OPCVM intégrés globalement et détenus par les sociétés du groupe à des fins de placement figurent parmi les composantes du portefeuille commercial consolidé.

Le portefeuille-titres détenu par les OPCVM intégrés globalement figure aussi parmi les composantes du portefeuille commercial consolidé. Les frais d'acquisition de ces titres sont inscrits, pour la quote-part attribuable au groupe, en capitaux propres sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

Les titres cotés détenus par les OPCVM intégrés globalement sont évalués à la date d'arrêt par référence au cours moyen boursier du mois de décembre. Les différences d'estimation positives ou négatives dégagées par rapport à la valeur d'entrée des mêmes titres est imputée directement en capitaux propres, pour la quote-part attribuable au groupe, sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

Les plus ou moins values réalisées sur cession des titres détenus par les OPCVM intégrés globalement sont portées, pour la quote-part revenant au groupe, sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

La quote-part revenant aux intérêts hors groupe dans les frais d'acquisition, les différences d'estimations et les résultats de cession des titres détenus par les OPCVM intégrés globalement est présentée distinctement des passifs et des capitaux propres sous l'intitulé « Intérêts des minoritaires ».

PROVISIONS POUR RISQUES SUR PRETS ET PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

• Provisions pour risques sur prêts

La provision pour risques sur prêts est déterminée conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui définit les classes de risque de la manière suivante :

- A- Actifs courants
- B1- Actifs nécessitant un suivi particulier
- B2- Actifs incertains
- B3- Actifs préoccupants
- B4- Actifs compromis
- B5- Actifs en contentieux

Le taux de provisionnement retenu par la Banque consolidante correspond au taux

minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n° 91-24, appliqué à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provisions par classe de risque appliqués sont les suivants :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%
B5- Actifs en contentieux	100%

• Provisions sur participations non consolidées :

A la date d'arrêt, les titres de participation non consolidés sont évalués à leur valeur d'usage et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable. Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres cotés.
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les autres titres.

COMPTABILISATION DES DEPOTS DE LA CLIENTELE ET DES CHARGES Y AFFERENTES

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

- Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et

comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectué par la clientèle, et ce conformément à la circulaire BCT n° 91-22.

- Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêt.

VALEURS IMMOBILISEES :

Les immobilisations sont comptabilisées, à la date d'entrée, au coût d'acquisition historique incluant le prix d'achat hors taxes, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs hors taxes déductibles.

Les immobilisations sont amorties, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative.

Les taux d'amortissement appliqués par le groupe se détaillent comme suit :

Immeubles	2-5%
Matériel de transport	20%
Mobilier et matériel de Bureau	10-15%
Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	10%
Matériel informatique	15%
Logiciels informatiques	33%
Agencement, aménagement et installations	10%

Les circonstances spécifiques dans lesquelles le matériel

informatique détenu par certaines filiales intégrées globalement est utilisé ont nécessité le recours au mode dégressif par l'application au taux linéaire d'un coefficient de dégressivité de 2,5.

IMPOTS SUR LE RESULTAT

• Impôts courants

Les sociétés du groupe BNA sont soumises à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux en vigueur dans chaque secteur d'activité.

• Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporelle est identifiée entre valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et bases fiscales respectives lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôts. Les impôts différés sont calculés sur la base du taux d'impôt voté ou quasi-voté qui devrait être en vigueur au moment où la différence temporelle s'inversera. Lors d'un changement de taux d'imposition, l'effet correspondant est enregistré au compte de résultat dans la rubrique «Charge fiscale différée». Les actifs d'impôt différé nets ne sont pris en compte que s'il est probable que la société consolidée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale et ne font l'objet d'aucune actualisation.

Pour l'exercice 2007 et au-delà, les taux d'imposition effectifs retenus pour calculer les stocks

d'impôts différés des sociétés consolidées se présentent par entité comme suit :

	Taux nominal	Taux effectif
Etablissements de crédit		
Banque Nationale Agricole	35%	20%
Autres		
BNA Capitaux	30%	30%
SOFINREC	35%	35%
SIACR INVEST	35%	0%
SIP SICAR	35%	0%
SOVM SICAF	35%	35%
SICAF Participations	35%	35%
SICAV BNA	0%	0%
Placement Obligataire SICAV	0%	0%
Promotion immobilière		
SIMPAR	30%	20%
ESSOUKNA	30%	20%
SIVIA	30%	30%
SPI MADINA	30%	30%
LES ŒILLETES	30%	30%
Agriculture		
Société Agricole IFRIKIA	10%	10%
Services Informatiques		
Tunisie Informatique Services	30%	30%
Autres activités		
SOGEST	30%	30%
AGROSERVICES	30%	30%
ZIED SARL	30%	30%

INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe est géré essentiellement en quatre pôles d'activités :

- Les services financiers : Ce pôle regroupe les entités qui ont le statut d'établissement de crédit ainsi que les entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement direct des activités des établissements de crédit ou relève des services auxiliaires de celles-ci (Intermédiation en bourse, recouvrement de créances, capital-risque, gestion de portefeuille,...)

- La promotion immobilière : Ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi n° 90-17 du 26 février 1990 pour exercer à titre professionnel des opérations de lotissement, et d'aménagement de terrains destinés principalement à l'habitation ainsi que la construction ou la rénovation d'immeubles collectifs ou semi-collectifs à usage d'habitation, commercial, professionnel ou administratif.

- L'agriculture : Ce pôle regroupe les entités impliquées dans l'utilisation des ressources naturelles disponibles en vue d'augmenter la production agricole.

- Les services informatiques : Ce pôle regroupe les entités spécialisées dans la maintenance et la commercialisation des équipements et des logiciels informatiques

L'information sectorielle est uniquement déclinée par secteur d'activité faute d'identification de secteurs géographiques engagés

dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et exposés à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité opérant dans d'autres environnements économiques.

Les résultats sectoriels sont présentés en tenant compte de l'effet des transactions internes au Groupe tandis que les actifs et passifs sectoriels sont présentés après élimination de l'effet des transactions interne au groupe.

NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend 23 sociétés au 31 décembre 2007 :

- 19 sociétés intégrées globalement ;
- 4 sociétés mises en équivalence.

Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2007 par rapport au périmètre en vigueur pour l'arrêté du 31 décembre 2006 sont les suivantes : (voir Note 1)

Société	Entrée	Sortie	Nature	Observations
GENERALE DES VENTES	X	-	Entreprise associée	Structure destinée à accueillir certains actifs cédés par la STIA dans le cadre de la privatisation de cette dernière.
MAGASIN GENERAL	-	X	Entreprise associée	Cession totale de la participation

Les états financiers consolidés du groupe BNA arrêtés au 31 Décembre 2007, ont été préparés à partir d'états financiers individuels non audités de la société agricole IFRIKIA. Cette société a fourni le rapport du commissaire aux comptes sur les

états financiers arrêtés au 31 Août 2007.

Les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation, le pourcentage de contrôle, et le pourcentage d'intérêt revenant au groupe se présentent comme suit :

	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Etablissements de crédit			
Banque Nationale Agricole	IG	100,00%	97,97%
Services financiers			
BNA Capitaux	IG	100,00%	97,41%
SOFINREC	IG	100,00%	95,84%
SIACR INVEST	IG	49,13%	41,30%
SIP SICAR	IG	100,00%	35,54%
SOIVM SICAF	IG	87,50%	64,69%
SICAF Participations	IG	100,00%	97,97%
SICAV BNA	IG	22,87%	20,19%
Placement Obligataire SICAV	IG	0,10%	0,07%
TUNIS-RE	ME	26,22%	22,18%
Promotion immobilière			
SIMPAR	IG	42,08%	33,47%
ESSOUKNA	IG	70,56%	23,72%
SIVIA	IG	99,99%	42,01%
SPI MADINA	IG	99,99%	40,86%
LES CEILLETS	IG	100,00%	52,36%
Agriculture			
Société Agricole IFRIKIA	IG	100,00%	38,09%
Services Informatiques			
Tunisie Informatique Services	IG	68,00%	43,60%
Autres activités			
SOGEST	IG	94,74%	44,61%
AGROSERVICES	IG	29,90%	29,29%
ZIED SARL	IG	100,00%	32,10%
GENERALE DES VENTES	ME	50,00%	48,98%
STIA	ME	49,99%	48,98%
SAHRA PALACE	ME	27,08%	26,53%

IG: Intégration globale

ME: Mise en équivalence

NOTE 5 – PORTEFEUILLE COMMERCIAL

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	Valeur brute	Créances et dettes rattachées	2007	Valeur nette comptable	2006
			Provisions		Valeur nette comptable
Titres à revenu variable					
Actions cotées	6 033	-	(263)	5 771	4 349
Actions non cotés	5	-	-	5	-
Parts OPCVM	35 321	-	-	35 321	28 456
Total des titres à revenu variable	41 360	-	(263)	41 097	32 805
Titres à revenu fixe					
Effets publics & valeurs assimilées	481 663	(4 702)	-	476 961	412 968
Obligations	62 657	1 872	-	64 529	58 599
Billets de trésorerie	33 825	872	-	34 698	34 588
Total des titres à revenu fixe	578 146	(1 958)	-	576 188	506 156
Total	619 505	(1 958)	(263)	617 285	538 960

NOTE 6 – PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

La valeur du portefeuille-titres d'investissement est passée de 292.926 KDT au 31/12/2006 à 278.208 KDT au 31/12/2007. Cette évolution se détaille comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	Valeur brute	Créances rattachées	2007	Intérêts réservés	Valeur nette comptable	2006
			Provisions			Valeur nette comptable
Titres d'investissement	2 200	106	-	-	2 306	6 349
Participations-financement (Titres en rétrocession)	45 224	541	(10 418)	(517)	34 830	35 810
Parts dans les entreprises liées non consolidées	10 807	-	(8 114)	-	2 693	5 342
Titres de participation	56 066	-	(4 123)	-	51 943	47 760
Créances prises en charge par l'Etat	186 406	31	-	-	186 437	197 664
Total	300 703	678	(22 655)	(517)	278 208	292 926

NOTE 7 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE

La valeur d'équivalence des titres émis par des entreprises associées, s'élève à 16.943 KDT au 31/12/2007 contre 18.997 KDT au 31/12/2006. Le détail de ce poste se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007					2006		
	Quote-part dans les capitaux achetés (1)	Goodwill net (2)	Goodwill négatif net (3)	Quote-part dans les réserves (4)	Quote part dans les résultats (5)	Valeur de consolidation des titres cédés (6)	Valeur d'équivalence (1)+(2)+(3) + (4)+(5)+(6)	Valeur d'équivalence
TUNIS-RE	10 302	-	(75)	1 070	1 652	-	12 948	11 916
SOCIETE MAGASIN GENERAL	1 710	-	-	4 727	(366)	(6 071)	-	6 731
GENERALE DES VENTES	2 000	-	-	-	-	-	2 000	-
STIA	5 004	1	-	344	(3 354)	-	1 994	350
SAHRA PALACE	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	19 015	1	(75)	6 141	(2 068)	(6 071)	16 943	18 997

NOTE 8 – AUTRES ACTIFS

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007	2006
Comptes d'attente & de régularisation	126 635	116 467
Actifs d'impôts exigibles	2 579	2 282
Actifs d'impôts différés	15 950	8 817
Stocks des activités de transformation	86 468	75 175
Autres	44 160	34 984
Total	275 792	237 725

NOTE 9 – AUTRES PASSIFS

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007	2006
Provisions pour passifs et charges	5 486	3 141
Comptes d'attente & de régularisation	153 632	153 130
Passifs d'impôts exigibles	1 711	1 066
Passifs d'impôts différés	9 838	1 812
Autres	49 769	41 761
Total	220 436	200 910

NOTE 10 – ACTIONS PROPRES ET D'AUTOCONTROLE

Figurent sous cet intitulé, la contrepartie versée par la Banque mère et par ses filiales pour l'acquisition et la détention des actions émises par la BNA.

Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat ou de la vente, de ces actions. La contrepartie reçue au titre de la cession de ces actions, ainsi que les dividendes perçus sont constatés directement en capitaux propres sous l'intitulé « Actions propres et d'autocontrôle ».

Cette rubrique totalisant au 31/12/2007 5.935 KDT contre 7.582 KDT au 31/12/2006 se décompose comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007	2006
Actions propres détenues par la BNA	3 446	3 596
Actions d'auto-contrôle détenues par les filiales	6 444	6 532
± Value sur actions propres et d'auto-contrôle	114	1 471
Dividendes sur actions propres et d'auto-contrôle	(357)	(363)
Part des minoritaires	(3 712)	(3 654)
Total	5 935	7 582

NOTE 11 – RESERVES CONSOLIDEES

Les réserves consolidées correspondent aux résultats accumulés par la Banque consolidante dans les entités incluses dans le périmètre depuis la prise de contrôle ou de l'influence notable jusqu'à la date de clôture de l'exercice précédant celui objet de la publication.

Les réserves consolidées s'élèvent au 31/12/2007 à 139.168 KDT contre 136.820 KDT au 31/12/2006. Leur détail peut être présenté comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007	2006
A- Contribution de la BNA (mère consolidante)	120 334	121 080
B- Contribution des filiales	18 835	15 740
Contribution positive	20 402	17 212
Contribution négative	(1 567)	(1 472)
Total	139 168	136 820

NOTE 12 – AUTRES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Cette rubrique, totalisant au 31/12/2007 130.346 KDT contre 130.518 KDT au 31/12/2006, se décompose comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007	2006
Dotation Etat BNA (133 mDT)	133 000	133 000
Subventions d'investissement	0	38
Plus ou moins values potentielles sur titres détenus par des OPCVM	(285)	231
Plus ou moins values réalisées sur titres détenus par des OPCVM	289	200
Frais de négociation des OPCVM	(4)	(4)
Part des minoritaires	(2 654)	(2 946)
Total	130 346	130 518

NOTE 13 – RESULTAT DE L'EXERCICE, PART DU GROUPE

L'exercice clos le 31/12/2007 s'est soldé par un résultat consolidé positif de 25.704 KDT contre un résultat de même nature de 11.039 KDT au 31/12/2006. La contribution des entités retenues dans le périmètre au résultat consolidé peut être détaillée comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007	2006
A- Contribution de la BNA (mère consolidante)	21 114	7 146
B- Contribution des filiales	4 591	3 893
Contribution positive	4 704	4 382
Contribution négative	(113)	(489)
Total	25 704	11 039

NOTE 14 – IMPOT SUR LE RESULTAT

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007	2006
Charge fiscale courante (impôts exigibles)	6 193	6 394
Charge fiscale différée	4 174	1 418
Produits d'impôts différés	(3 529)	(3 176)
Total de la charge d'impôt	6 837	4 637

NOTE 15 – INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle sur les pôles d'activités retenus se présente comme suit pour les exercices clos le 31/12/2007 et le 31/12/2006 :

En milliers de dinars	Services financiers		Promotion immobilière		Agriculture		Services informatiques		Autres activités		Eliminations entre secteurs		Consolidé		
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES															
Produits externes															
Produits concourant à la formation du PNB	345	194	310	095	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Produits ne concourant pas à la formation du PNB	-	-	48	655	39	146	46	62	1	103	935	2	110	1	484
Produits provenant de transactions avec d'autres secteurs	5 554	5 213	37	182	-	-	-	1 430	1 739	819	652	(7 839)	(7 787)		
Total	350 748	315 309	48 692	39 328	46	62	2 533	2 674	2 929	2 135	(7 839)	(7 787)	397 109	351 723	
2. RESULTAT															
Résultat sectoriel	43 955	27 450	8 712	6 911	16	(29)	147	90	54	(41)	(5 577)	(5 885)	47 307	28 495	
Charges non affectées													(239)	(71)	
Résultat opérationnel													47 067	28 424	
Charges financières des secteurs non financiers													(176)	(335)	
Produits des placements des secteurs non financiers													294	1 230	
Part du résultat net dans les entreprises associées	(2 353)	(2 757)	285	153	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 068)	(2 604)	
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires													1 623	505	
Impôt sur le résultat													(6 837)	(4 637)	
Résultat net de l'exercice													39 903	22 585	
AUTRES INFORMATIONS															
Actifs sectoriels	5 182 981	4 597 764	90 446	78 868	-	1 071	1 264	393	1 868	1 421			5 276 559	4 679 517	
Participation dans des entreprises associées mises en équivalence	14 592	16 818	2 351	2 178	-	-	-	-	-	-	-	-	16 943	18 997	
Passifs sectoriels	4 607 595	4 090 195	11 367	8 822	66	16	1 547	667	869	575			4 621 444	4 100 275	
Dotations aux amortissements	4 701	4 632	295	287	9	30	-	28	68	69			5 073	5 045	

NOTE 16 – LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités consolidés s'élèvent au 31/12/2007 à 358.316 KDT contre 609.431 KDT au 31/12/2006 soit une variation nette négative de 251.115 KDT expliquée dans l'état des flux de trésorerie consolidé.

Le détail des composantes des liquidités et équivalents de liquidités se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2007	2006
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	64 718	133 767
Banques et organismes spécialisés	(2 734)	(9 120)
Placements / Emprunts sur Marché Monétaire	(97 234)	113 315
Bons de trésor	372 616	331 262
Billets de trésorerie	20 950	40 207
Total	358 316	609 431

**Rapport des
Commissaires aux Comptes
sur les Etats Financiers Consolidés**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » ARRETES AU 31 DECEMBRE 2007

En exécution de la mission d'audit des états financiers consolidés du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE », nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007, tels qu'ils sont annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications spécifiques prévues par la Loi et les Normes Professionnelles.

I - Opinion des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés

Nous avons audité les états financiers consolidés ci-joints du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » comprenant le bilan, l'état de résultat, l'état des engagements hors bilan, l'état des flux de trésorerie et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives pour l'exercice couvrant la période allant du 1er Janvier 2007 au 31 Décembre 2007.

Ces états ont été arrêtés sous la

responsabilité des organes de direction et d'administration de la banque. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états

financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

Sur la base des diligences accomplies et à notre avis, les états financiers consolidés du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, ainsi que les résultats des opérations et les flux de trésorerie de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation pour l'exercice clos le 31 Décembre 2007 conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II - Vérifications spécifiques

Nous avons procédé à l'examen et aux vérifications spécifiques prévues par la Loi, conformément aux normes d'audit applicables en Tunisie.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé ou pris

connaissance d'incohérences significatives dans les informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice, pouvant contredire les états financiers consolidés du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007.

Dans le cadre de notre audit et en application de l'article 3 (Nouveau) de la Loi n° 94-117, portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par les textes subséquents, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers de la société mère. Il nous a été permis, à travers cet examen, de déceler certaines insuffisances au niveau du système d'information et de contrôle interne de la banque.

En outre, la banque a procédé, au cours des exercices antérieurs au rachat d'une partie de ses actions propres à travers les fonds donnés en gestion pour un montant net s'élevant, au 31 Décembre 2007, à 3 048 mDT. Cette situation est en cours de régularisation, conformément à l'article 19 de Loi n°99-92 du 17 Août 1999 relative à la relance du marché financier.

Tunis, le 15 Mai 2008

**LES CO-COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

P/ CMC – DFK International

Chérif BEN ZINA

P/ GAC – CPA Associates International

Chiheb GHANMI

